

N° 12 : Amendement.

N° 13 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat - article 78 de la Constitution.

50-789 (1999/2000) :

N° 1 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat - article 77 de la Constitution.

Annales de la Chambre : 6 juillet 2000.

Document du Sénat :

2-510 — (1999/2000) :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

2-510 — (2000/2001) :

N° 2 : Amendement.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte adopté par la commission.

Annales du Sénat : 18 janvier 2001.

Documents de la Chambre des représentants :

50-789 — (1999-2000) :

N° 2 : Projet amendé par le Sénat.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Compte rendu intégral : 14 et 15 mars 2001.

Nr. 12 : Amendement.

Nr. 13 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat - artikel 78 van de Grondwet.

50 789 (1999/2000) :

Nr. 1 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat - artikel 77 van de Grondwet.

Handelingen van de Kamer : 6 juli 2000.

Stukken van de Senaat :

2-510 — (1999/2000) :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

2-510 — (2000/2001) :

Nr. 2 : Amendement.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Handelingen van de Senaat : 18 januari 2001.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

50-789 — (1999-2000) :

Nr. 2 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Integraal verslag : 14 en 15 maart 2001.

F. 2001 — 1423

[S - C - 2001/09447]

29 AVRIL 2001. — Loi modifiant diverses dispositions légales en matière de tutelle des mineurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications aux dispositions du Livre I^{er}, Titre II, du Code civil : "Des actes de l'état civil"*

Art. 2. L'article 50 du Code civil, modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 50. § 1^{er}. L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant dont la filiation n'est pas établie à l'égard de ses père et mère, ou qui transcrit dans ses registres le dispositif d'une décision judiciaire faisant droit à une contestation du lien de filiation à l'égard des père et mère, ou à l'égard du seul parent à l'égard duquel la filiation est établie, est tenu d'en informer, dans les trois jours, le juge de paix visé à l'article 390.

§ 2. L'officier de l'état civil qui dresse un acte de décès est tenu d'en informer, dans les trois jours, le juge de paix visé à l'article 390. Il en va de même lorsque le défunt était le tuteur ou le parent adoptif d'un mineur, d'un mineur prolongé ou d'un interdit.

L'officier de l'état civil qui transcrit dans ses registres le dispositif d'une décision judiciaire par laquelle un majeur interdit placé sous tutelle est adopté ou le dispositif d'une décision judiciaire par laquelle l'adoption d'un mineur est révoquée sans qu'il soit décidé que l'enfant mineur soit replacé sous l'autorité parentale de ses père et mère, est tenu d'en informer dans les trois jours le juge de paix visé à l'article 390.

§ 3. Le jour de l'échéance est compris dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable. »

N. 2001 — 1423

[S - C - 2001/09447]

29 APRIL 2001. — Wet tot wijziging van verscheidene wetsbepalingen inzake de voogdij over minderjarigen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel II, van het Burgerlijk Wetboek : "Akten van de burgerlijke stand"*

Art. 2. Artikel 50 van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 50. § 1. De ambtenaar van de burgerlijke stand die de aangifte van geboorte van een kind ontvangt wiens afstamming ten aanzien van zijn ouders niet vaststaat of die in zijn registers het beschikkende gedeelte van een rechterlijke beslissing overschrijft waarbij een vordering betreffende de betwisting van de afstamming wordt toegewezen ten aanzien van de ouders of ten aanzien van de enige ouder met betrekking tot wie de afstamming vaststaat, is gehouden daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan de vrederechter bedoeld in artikel 390.

§ 2. De ambtenaar van de burgerlijke stand die een akte van overlijden opmaakt, is gehouden daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan de vrederechter bedoeld in artikel 390. Hetzelfde geldt wanneer de overledene voogd of adoptieve ouder was van een minderjarige, van een persoon in staat van verlengde minderjarigheid of van een onbekwaamverklaarde.

De ambtenaar van de burgerlijke stand die in zijn registers het beschikkende gedeelte van een rechterlijke beslissing overschrijft waarbij een onbekwaamverklaarde meerderjarige onder voogdij wordt geadopteerd of het beschikkende gedeelte van een rechterlijke beslissing waarbij de adoptie van een minderjarig kind wordt herroepen zonder dat beslist wordt dat het weer onder het ouderlijk gezag van zijn ouders wordt geplaatst, is gehouden daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan de vrederechter, bedoeld in artikel 390.

§ 3. De vervalddag is in de termijn begrepen.

Is die dag echter een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag. »

CHAPITRE III. — *Modifications aux dispositions du Livre I^{er}, Titre IV, du Code civil : "Des absents"*

Art. 3. L'article 142 du même Code, modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 142. Six mois après la disparition de l'un des père et mère et si l'autre est décédé, l'autorité sur la personne de l'enfant et l'administration de ses biens sont provisoirement déferées conformément aux articles 389 et suivants.

Il en est de même lorsque la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul auteur et que celui-ci a disparu.

A la diligence du ministère public, une copie certifiée conforme de tout jugement rendu en application des articles 112, 113 ou 117 est adressée au juge de paix compétent pour l'organisation de la tutelle des enfants mineurs. »

CHAPITRE IV. — *Modifications aux dispositions du Livre I^{er}, Titre V, du Code civil : "Du mariage"*

Art. 4. A l'article 145 du même Code, modifié par la loi du 19 janvier 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit :

« La demande est introduite par requête soit par les père et mère, soit par l'un d'entre eux, soit par le tuteur, soit par le mineur à défaut de consentement des parents ou du tuteur. »;

2° à l'alinéa 2, les mots "ou le tuteur" sont insérés entre les mots "les père et mère" et les mots ", le mineur".

Art. 5. L'article 175 du même Code, modifié par la loi du 19 janvier 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 175. Dans le cas prévu par le précédent article, le tuteur pourra former opposition. »

CHAPITRE V. — *Modifications aux dispositions du Livre I^{er}, Titre VIII du Code civil : "De l'adoption et de l'adoption plénière"*

Art. 6. A l'article 348 du même Code, modifié par les lois des 21 mars 1969, 1^{er} mars 1971, 27 avril 1987 et 27 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er}, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque les père et mère de l'enfant mineur ou de l'interdit sont tous deux décédés, déclarés absents, dans l'impossibilité de manifester leur volonté ou n'ont aucune demeure connue, le consentement est donné par le tuteur. Il en est de même lorsque la filiation de l'enfant mineur ou de l'interdit n'a été établie à l'égard d'aucun des deux parents.

En cas d'adoption par le tuteur, le consentement est donné par le subrogé tuteur. Si les intérêts du subrogé tuteur sont en opposition avec ceux du mineur, le consentement est donné par un tuteur ad hoc désigné par le président du tribunal de première instance à la requête de toute personne intéressée ou du procureur du Roi. »

2° Le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Si, lors d'une adoption précédente, il a été fait application de l'article 353, le consentement de celui des père et mère qui a refusé de consentir à cette adoption n'est plus requis pour une nouvelle adoption; si, en application de la présente disposition, aucun des père ou mère de l'enfant n'est appelé à donner son consentement, celui-ci doit être donné par un tuteur ad hoc désigné par le président du tribunal de première instance à la requête de toute personne intéressée ou du procureur du Roi. »

Art. 7. A l'article 349, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots "ou si le consentement a été donné par le conseil de famille, par la personne que le conseil aura désignée à cet effet" sont supprimés.

Art. 8. A l'article 350 du même Code, modifié par les lois des 21 mars 1969, 7 mai 1973, 27 avril 1987 et 19 janvier 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "ou délibérations" sont supprimés.

2° Au § 2, alinéa 3, les mots "par le conseil de famille" sont remplacés par les mots "par le juge de paix".

3° Au § 3, alinéa 1^{er}, 1°, les mots "de son subrogé tuteur et du juge de paix tuteur" sont insérés après les mots "de son tuteur".

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel IV, van het Burgerlijk Wetboek : "Afwezigen"*

Art. 3. Artikel 142 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 142. Indien een van de ouders overleden is, wordt zes maanden na de verdwijning van de andere ouder het gezag over de persoon van het kind en het beheer van zijn goederen voorlopig geregeld overeenkomstig de artikelen 389 en volgende.

Hetzelfde geldt wanneer de afstamming slechts vaststaat ten aanzien van een ouder en die verdwenen is.

Op verzoek van het openbaar ministerie wordt een eensluidend verklaard afschrift van elk vonnis gewezen op grond van de artikelen 112, 113 of 117 toegezonden aan de vrederechter bevoegd voor de organisatie van de voogdij over de minderjarige kinderen.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel V, van het Burgerlijk Wetboek : "Het huwelijk"*

Art. 4. In artikel 145 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 januari 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de tweede zin vervangen door de volgende bepaling :

« De vordering wordt bij verzoekschrift ingediend, ofwel door beide ouders, ofwel door een van hen, ofwel door de voogd, ofwel door de minderjarige indien de ouders of de voogd niet in het huwelijk toestemmen. » ;

2° in het tweede lid worden tussen de woorden "de ouders" en ", de minderjarige" de woorden "of de voogd" ingevoegd.

Art. 5. Artikel 175 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 januari 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 175. In het geval bedoeld in het vorige artikel kan de voogd zich tegen het huwelijk verzetten. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel VIII, van het Burgerlijk Wetboek : "Adoptie en volle adoptie"*

Art. 6. In artikel 348 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969, 1 maart 1971, 27 april 1987 en 27 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer beide ouders van het minderjarige kind of van de onbekwaamverklaarde overleden zijn, afwezig zijn verklaard, zich in de onmogelijkheid bevinden hun wil te kennen te geven of geen bekend verblijf hebben, wordt de toestemming gegeven door de voogd. Hetzelfde geldt wanneer de afstamming van het minderjarige kind of van de onbekwaamverklaarde ten aanzien van geen van beide ouders vaststaat.

In geval van adoptie door de voogd wordt de toestemming gegeven door de toeziende voogd. Indien de belangen van de toeziende voogd tegengesteld zijn aan die van de minderjarige, wordt de toestemming gegeven door een voogd ad hoc die de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg aanwijst op verzoek van iedere belanghebbende of van de procureur des Konings. »

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien bij een vroegere adoptie artikel 353 is toegepast, is de toestemming van de vader of de moeder die geweigerd heeft in deze adoptie toe te stemmen niet meer vereist voor een nieuwe adoptie. Indien overeenkomstig deze bepaling noch de vader noch de moeder van het kind moeten toestemmen, moet de toestemming worden gegeven door een voogd ad hoc die de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg aanwijst op verzoek van iedere belanghebbende of van de procureur des Konings. »

Art. 7. In artikel 349, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervallen de woorden "of, indien de toestemming door de familieraad is gegeven, door de personen die de familieraad daartoe heeft aangewezen".

Art. 8. In artikel 350 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969, 7 mei 1973, 27 april 1987 en 19 januari 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2, eerste lid, worden de woorden "of beslissingen" geschrapt.

2° In § 2, derde lid, worden de woorden "de familieraad" vervangen door de woorden "de vrederechter".

3° In § 3, eerste lid, 1°, worden de woorden "van zijn toeziende voogd en van de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opengevallen" ingevoegd na de woorden "van zijn voogd".

Art. 9. A l'article 353, § 2, alinéa 3, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots " ; lorsque le refus émane du conseil de famille, l'action est dirigée contre ses membres qui ont été d'avis de la délibération, hormis le juge de paix" sont supprimés.

Art. 10. A l'article 361 du même Code, modifié par les lois des 21 mars 1969, 27 avril 1987 et 19 janvier 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 2, est abrogé;

2° le § 1^{er}, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque l'adoptant décède ou se trouve dans l'impossibilité d'exercer l'autorité parentale pendant la minorité de l'adopté, la tutelle est organisée conformément au chapitre II du titre X du présent livre. »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "la puissance paternelle" sont remplacés par les mots "l'autorité parentale";

4° le § 2, alinéa 2, est abrogé;

5° le § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque les deux époux sont décédés ou dans l'impossibilité d'exercer l'autorité parentale pendant la minorité de l'adopté, la tutelle est organisée conformément au chapitre II du titre X du présent livre. »;

6° au § 3, alinéa 2, les mots "et une nouvelle tutelle est, le cas échéant, organisée conformément aux règles ordinaires prévues au titre X du présent livre" sont supprimés;

7° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. En cas d'adoption d'un majeur interdit, le tribunal désigne l'adoptant comme tuteur de l'adopté. En cas d'adoption par deux époux, le tribunal les désigne respectivement comme tuteur et subrogé tuteur. Les fonctions du tuteur et, s'il y a lieu, du subrogé tuteur qui avaient été désignés antérieurement, prennent fin de plein droit à la date de la transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt. »

Art. 11. A l'article 367 du même Code, remplacé par la loi du 21 mars 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, alinéa 5, les mots "sous leur puissance paternelle, sans préjudice des règles ordinaires concernant la tutelle prévue au titre X du présent livre" sont remplacés par les mots "sous leur autorité parentale";

2° le § 7 est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Si, en cas de révocation de l'adoption d'un enfant mineur à l'égard de l'adoptant ou des deux époux adoptants, il n'a pas été fait application du § 3, dernier alinéa, la tutelle est organisée conformément aux articles 389 et suivants.

Néanmoins, les père et mère de l'enfant peuvent encore ultérieurement introduire auprès du tribunal de la jeunesse la demande prévue à l'article 361, § 3. »

CHAPITRE VI. — *Modifications aux dispositions du Livre I^{er}, Titre IX, du Code civil : "De l'autorité parentale"*

Art. 12. L'article 378 du même Code, rétabli dans une rédaction nouvelle par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 378. Sont subordonnés à l'autorisation du juge de paix, les actes prévus à l'article 410 pour lesquels le tuteur doit requérir une autorisation spéciale du juge de paix, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 935, alinéa 3.

Le juge de paix statue sur la requête signée par les parties ou leur avocat. S'il est saisi par un seul des père et mère, l'autre est entendu ou du moins convoqué par pli judiciaire. Cette convocation le rend partie à la cause.

En cas d'opposition d'intérêts entre l'enfant et ses père et mère, le juge de paix désigne un tuteur ad hoc soit à la requête de tout intéressé soit d'office. »

Art. 9. In artikel 353, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervallen de woorden " ; gaat de weigering uit van de familierraad dan wordt de vordering gericht tegen de leden van de raad die het eens waren met de beslissing, de vrederechter uitgezonderd".

Art. 10. In artikel 361 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969, 27 april 1987 en 19 januari 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, wordt opgeheven;

2° § 1, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de adoptant overlijdt of zich in de onmogelijkheid bevindt om het ouderlijk gezag uit te oefenen gedurende de minderjarigheid van de geadopteerde, wordt de voogdij geregeld overeenkomstig hoofdstuk II van titel X van dit boek. »;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden "de ouderlijke macht" vervangen door de woorden "het ouderlijk gezag";

4° § 2, tweede lid, wordt opgeheven;

5° § 2, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de beide echtgenoten overleden zijn of zich in de onmogelijkheid bevinden om het ouderlijk gezag uit te oefenen gedurende de minderjarigheid van de geadopteerde, wordt de voogdij geregeld overeenkomstig hoofdstuk II van titel X van dit boek. »;

6° in § 3, tweede lid, vervallen de woorden "en wordt, in voorkomend geval, een nieuwe voogdij ingesteld overeenkomstig de gewone regels van titel X van dit boek";

7° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. In geval van adoptie van een onbekwaamverklaarde meerderjarige wijst de rechtbank de adoptant aan als voogd van de geadopteerde. In geval van adoptie door twee echtgenoten wijst de rechtbank hen respectievelijk aan als voogd en toezienend voogd. De taak van de voogd, en in voorkomend geval van de toezienende voogd, die voordien waren aangewezen, neemt van rechtswege een einde op de datum van overschrijving van het beschikkende gedeelte van het vonnis of arrest. »

Art. 11. In artikel 367 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij wet van 21 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, vijfde lid, worden de woorden "onder hun ouderlijke macht zal worden teruggeplaatst, onverminderd de gewone regels van titel X van dit boek betreffende de voogdij" vervangen door de woorden "weer onder hun ouderlijk gezag zal worden geplaatst";

2° § 7 wordt vervangen door de volgende bepaling :

§ 7. Indien bij herroeping van de adoptie van een minderjarig kind ten aanzien van de adoptant of van beide adopterende echtgenoten § 3, laatste lid, niet is toegepast, wordt de voogdij geregeld overeenkomstig de artikelen 389 en volgende.

Niettemin kunnen de ouders van het kind het verzoek bedoeld in artikel 361, § 3, later nog bij de jeugdrechtbank indienen. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel IX, van het Burgerlijk Wetboek : "Ouderlijk gezag"*

Art. 12. Artikel 378 van hetzelfde Wetboek, in een nieuwe lezing hersteld bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 378. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 935, derde lid, is de machtiging van de vrederechter vereist om de in artikel 410 bepaalde handelingen te verrichten waarvoor de voogd bijzondere machtiging van de vrederechter moet verkrijgen.

De vrederechter beslist over het door de partijen of door hun advocaat ondertekende verzoekschrift. Indien de zaak slechts door een van de ouders bij de rechtbank aanhangig wordt gemaakt, wordt de andere gehoord of ten minste bij gerechtsbrief opgeroepen. Door die oproeping wordt hij partij in het geding.

In geval van belangentegenstelling tussen het kind en zijn ouders wordt door de vrederechter hetzij op verzoek van enig belanghebbende, hetzij ambtshalve een voogd ad hoc aangewezen. »

CHAPITRE VII. — *Modifications aux dispositions du Livre I^{er}, Titre X, du Code civil : "De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation"*

Art. 13. Le chapitre II du livre I^{er}, titre X, du même Code, intitulé "De la tutelle" et comprenant les articles 389 à 475 est remplacé par les dispositions suivantes :

"CHAPITRE II. — *De la tutelle*

Section I^{re}. — De l'ouverture de la tutelle

Art. 389. La tutelle des enfants mineurs s'ouvre si les père et mère sont décédés, légalement inconnus ou dans l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale.

A moins qu'elle ne résulte de l'interdiction judiciaire, de la minorité prolongée, de l'absence déclarée ou présumée, cette impossibilité est constatée par le tribunal de première instance conformément à la procédure définie à l'article 1236bis du Code judiciaire.

Section II. — De l'organisation de la tutelle

Art. 390. Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 13, § 2, de la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire, l'organisation et la surveillance de la tutelle incombent au juge de paix du domicile du mineur, tel qu'il est déterminé par l'article 36 du Code judiciaire, ou, à défaut de domicile, au juge de paix de la résidence du mineur.

Le juge de paix tuteur est immuable.

Toutefois, à la requête du tuteur, ou d'office, le juge de paix tuteur peut, dans l'intérêt du mineur, ordonner le transfert de la tutelle au lieu du domicile ou de la résidence du tuteur. Cette décision lie le juge auquel la charge est transférée. Elle n'est susceptible d'aucun recours, hormis l'appel du procureur du Roi.

Art. 391. Quand la tutelle s'ouvre ou devient vacante, le juge de paix ordonne, à la requête de tout intéressé ou même d'office, les mesures urgentes qui sont nécessaires à la protection de la personne du mineur ou à la conservation de ses biens.

La nomination du tuteur ne met pas fin à ces mesures. Elles ne cessent que si le juge les rapporte ou par l'expiration du terme éventuellement fixé par lui.

Le juge de paix est saisi par simple lettre.

Art. 392. Celui des père et mère qui exerce en dernier lieu l'autorité parentale peut désigner un tuteur, soit par testament, soit par une déclaration devant le juge de paix de son domicile ou devant un notaire.

Les père et mère le peuvent aussi par déclaration devant le juge de paix ou devant notaire, à la condition d'agir conjointement. A tout moment, ils peuvent modifier leur choix en faisant une nouvelle déclaration.

Après le décès d'un des père et mère, la déclaration reste valable aussi longtemps que le parent survivant ne l'a pas révoquée ou n'a pas désigné un tuteur conformément à l'alinéa 1^{er}.

Chacun des père et mère peut révoquer la déclaration. La révocation est faite devant le juge de paix ou devant le notaire qui a reçu la déclaration. Si la déclaration a été faite devant un notaire, la révocation est faite devant ce notaire ou devant un autre notaire, à charge pour ce dernier d'en avertir le notaire qui a reçu la déclaration. Mention de la révocation est portée sur la déclaration.

Si la personne désignée conformément aux alinéas 1^{er} et 2 accepte la tutelle, le juge de paix homologue la désignation, à moins que des raisons graves tenant à l'intérêt de l'enfant et précisées dans les motifs de l'ordonnance n'interdisent de suivre le choix du ou des parents.

Art. 393. Si les parents n'ont pas usé de la faculté que leur accorde l'article précédent ou si leur choix n'a pu être suivi, le juge de paix, dès l'ouverture de la tutelle, choisit un tuteur apte à éduquer le mineur et à gérer ses biens, de préférence parmi les membres de la famille les plus proches. Il le nomme après s'être assuré de son acceptation.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel X, van het Burgerlijk Wetboek : "Minderjarigheid, voogdij en ontvoogding"*

Art. 13. Hoofdstuk II van boek I, titel X, van hetzelfde Wetboek, met als opschrift "Voogdij" dat de artikelen 389 tot 475 bevat, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"HOOFDSTUK II. — *Voogdij*

Afdeling I. — Ontstaan van de voogdij

Art. 389. De voogdij over minderjarigen ontstaat indien beide ouders overleden zijn, wettelijk onbekend zijn of in de voortdurende onmogelijkheid zijn om het ouderlijk gezag uit te oefenen.

Tenzij de voogdij voortvloeit uit een gerechtelijke onbekwaamverklaring, uit een verlengde minderjarigheid, uit een verklaring of een vermoeden van afwezigheid, wordt deze onmogelijkheid vastgesteld door de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig de procedure omschreven in artikel 1236bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Afdeling II. — Organisatie van de voogdij

Art. 390. Behoudens hetgeen is bepaald in artikel 13, § 2, van de wet van 31 december 1851 met betrekking tot de consulaten en de consulaire rechtsmacht, behoren de organisatie van en het toezicht op de voogdij tot de bevoegdheid van de vrederechter van de woonplaats van de minderjarige als bepaald bij artikel 36 van het Gerechtelijk Wetboek of bij gebreke van woonplaats, tot de bevoegdheid van de vrederechter van de verblijfplaats van de minderjarige.

De vrederechter van de plaats waar de voogdij is opgevallen is onveranderlijk.

De vrederechter van de plaats waar de voogdij is opgevallen kan op verzoek van de voogd of ambtshalve evenwel bevelen dat de voogdij in het belang van het kind wordt overgebracht naar de woonplaats of de verblijfplaats van de voogd. De beslissing is bindend voor de rechter aan wie de zaak wordt overgedragen. Met uitzondering van het hoger beroep ingesteld door de procureur des Konings is zij niet vatbaar voor enig rechtsmiddel.

Art. 391. Wanneer de voogdij ontstaat of openvalt, beveelt de vrederechter op verzoek van iedere belanghebbende of zelfs ambtshalve de dringende maatregelen die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de persoon van de minderjarige en voor de bewaring van zijn goederen.

De aanwijzing van een voogd maakt geen einde aan deze maatregelen. Zij vervallen slechts indien de rechter ze intrekt of indien de eventueel door hem voorgeschreven termijn verstrijkt.

De vrederechter wordt bij eenvoudige brief aangezocht.

Art. 392. De ouder, die het laatst het ouderlijk gezag uitoefent, kan een voogd aanwijzen, hetzij bij testament, hetzij bij wege van een verklaring voor de vrederechter van zijn woonplaats of voor een notaris.

Op voorwaarde dat de ouders gezamenlijk handelen, kunnen zij zulks ook doen bij een verklaring voor de vrederechter of voor een notaris. Zij kunnen hun keuze op ieder ogenblik wijzigen door het doen van een nieuwe verklaring.

De verklaring blijft geldig na het overlijden van een van de ouders zolang de overlevende ouder deze niet heeft herroepen of geen voogd heeft aangewezen overeenkomstig het eerste lid.

Elk van de ouders kan de verklaring herroepen. De herroeping geschiedt voor de vrederechter of voor de notaris die de verklaring heeft ontvangen. Wanneer de verklaring is afgelegd voor een notaris, geschiedt de herroeping voor dezelfde notaris of voor een andere notaris, die de notaris die de verklaring heeft ontvangen hiervan op de hoogte moet brengen. Van de herroeping wordt melding gemaakt op de verklaring.

Indien de persoon die overeenkomstig het eerste en het tweede lid is aangewezen, de voogdij aanvaardt, homologeert de vrederechter de aanwijzing tenzij ernstige redenen met betrekking tot het belang van het kind, die nauwkeurig zijn omschreven in de gronden van de beschikking, uitsluiten dat de keuze van beide ouders of een van hen wordt gevolgd.

Art. 393. Indien de ouders geen gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid die hen in het voorgaande artikel wordt geboden of indien het niet mogelijk was hun keuze te volgen, kiest de vrederechter zodra hij kennis heeft van het ontstaan van de voogdij, een voogd die geschikt is om de minderjarige op te voeden en zijn goederen te beheren, bij voorkeur uit de naaste familieleden. Hij benoemt de voogd nadat hij zich verzekerd heeft van zijn aanvaarding.

Art. 394. Si le mineur est âgé de douze ans, le juge l'entend avant de nommer le tuteur ou d'homologuer la désignation du tuteur.

Il entend aussi les ascendants au second degré, les frères et soeurs majeurs du mineur, ainsi que les frères et soeurs des parents du mineur, ou du moins les fait convoquer.

Il lui appartient d'entendre, en outre, toute personne dont l'avis pourrait lui être utile.

Les convocations se font par pli judiciaire.

Art. 395. § 1^{er}. Si l'intérêt du mineur l'exige en raison de circonstances exceptionnelles, le juge peut scinder la tutelle en nommant un tuteur à la personne et un tuteur aux biens.

Il règle, sur requête, les différends qui pourraient s'élever entre eux.

§ 2. L'accord des deux tuteurs est requis pour accomplir les actes juridiques et prendre les décisions qui concernent à la fois la personne et les biens du mineur.

A l'égard de tiers de bonne foi, chaque tuteur est censé agir avec l'accord de l'autre tuteur, lorsqu'il accomplit seul un acte ayant trait à la tutelle, sauf les exceptions prévues par la loi.

Art. 396. Nul n'est tenu d'accepter les fonctions de tuteur ou de subrogé tuteur.

Si le tuteur justifie de motifs légitimes, le juge de paix peut, au cours de la tutelle, le décharger de sa fonction.

Si personne n'accepte la tutelle, les articles 63 à 68 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale sont d'application.

Art. 397. Ne peuvent être tuteurs :

- 1° ceux qui n'ont pas la libre disposition de leurs biens;
- 2° ceux à l'égard desquels le tribunal de la jeunesse a ordonné l'une des mesures prévues aux articles 29 à 32 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse.

Art. 398. Sont exclus de la tutelle ou destituables s'ils sont en exercice :

- 1° les personnes d'une conduite notoire;
- 2° ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité;
- 3° ceux qui ont ou dont le conjoint, le cohabitant légal, le cohabitant de fait, un descendant ou un ascendant a avec le mineur un procès dans lequel l'état de celui-ci, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

Art. 399. Toutes les fois qu'il y a lieu à la destitution du tuteur, elle est prononcée par le juge de paix, à la requête du subrogé tuteur, du ministère public ou même d'office.

Art. 400. La tutelle est une charge personnelle qui ne passe point aux héritiers du tuteur.

Art. 401. Lorsqu'il y a lieu de remplacer le tuteur, la désignation du nouveau tuteur se fait conformément à l'article 393, sans préjudice de l'article 391.

Le nouveau tuteur entre en fonction dès le prononcé de l'ordonnance.

Section III. — Du subrogé tuteur

Art. 402. Dans toute tutelle, il y a un subrogé tuteur que le juge de paix nomme après s'être assuré de son acceptation.

Si le tuteur est parent ou allié du mineur dans une ligne, le subrogé tuteur est, de préférence, choisi dans l'autre ligne.

Les articles 395, 396, alinéas 1^{er} et 2, 397, 398 et 399 s'appliquent au subrogé tuteur.

Les fonctions du subrogé tuteur cessent à la même époque que la tutelle.

Art. 403. Le subrogé tuteur surveille le tuteur. S'il constate que celui-ci commet des fautes dans l'éducation du mineur ou dans la gestion des biens, il en informe sans délai le juge de paix.

Le tuteur doit collaborer pleinement en vue de permettre au subrogé tuteur de le contrôler.

Art. 394. Indien de minderjarige twaalf jaar oud is wordt hij door de vrederechter gehoord vooraleer deze een voogd benoemt of de aanwijzing van de voogd homologeert.

Hij hoort eveneens de bloedverwanten in de opgaande lijn in de tweede graad, de meerderjarige broers en zusters van de minderjarige en de broers en zusters van de ouders van de minderjarige of doet hen ten minste oproepen.

De vrederechter moet bovendien eenieder horen van wie de mening voor hem nuttig kan zijn.

De oproepingen geschieden bij gerechtsbrief.

Art. 395. § 1. Indien het belang van de minderjarige zulks wegens uitzonderlijke omstandigheden vereist, kan de vrederechter de voogdij splitsen door een voogd over de persoon en een voogd over de goederen te benoemen.

Geschillen tussen de voornoemde voogden worden door hem op verzoek beslecht.

§ 2. Rechtshandelingen en beslissingen die zowel betrekking hebben op de persoon als op de goederen van de minderjarige, mogen alleen met instemming van beide voogden worden genomen.

Ten opzichte van derden die te goeder trouw zijn, wordt elke voogd geacht te handelen met instemming van de andere voogd, wanneer hij alleen een handeling stelt die met de voogdij verband houdt, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

Art. 396. Niemand is verplicht een voogdij of een toeziende voogdij op zich te nemen.

Indien de voogd wettige redenen aanvoert, kan de vrederechter hem in de loop van de voogdij ontlasten van zijn opdracht.

Indien niemand aanvaardt de voogdij uit te oefenen, worden de artikelen 63 tot 68 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegepast.

Art. 397. Mogen geen voogd zijn :

- 1° personen die niet de vrije beschikking over hun goederen hebben;
- 2° personen ten aanzien van wie de jeugdrechtsbank een van de maatregelen heeft bevolen die zijn bedoeld in de artikelen 29 tot 32 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Art. 398. Zijn uitgesloten van de voogdij of kunnen, indien zij de voogdij reeds uitoefenen, daaruit worden ontzet :

- 1° personen van kennelijk wangedrag;
- 2° personen van wie het beheer getuigt van onbekwaamheid of ontrouw;
- 3° personen die zelf of van wie de echtgenoot, de wettelijk samenwonende, de feitelijk samenwonende, een bloedverwant in de opgaande lijn of een bloedverwant in de nederdalende lijn tegen de minderjarige een rechtsgeding voeren waarbij de staat van de minderjarige, zijn vermogen of een aanzienlijk deel van zijn goederen zijn betrokken.

Art. 399. Wanneer grond bestaat om de voogd te ontzetten, spreekt de vrederechter op verzoek van de toeziende voogd, van het openbaar ministerie of zelfs ambtshalve de ontzetting uit.

Art. 400. De voogdij is een persoonlijke opdracht die niet overgaat op de erfgenamen van de voogd.

Art. 401. Indien grond bestaat om de voogd te vervangen, wordt overeenkomstig artikel 393 een nieuwe voogd aangewezen, zulks onverminderd artikel 391.

De nieuwe voogd vat zijn taak aan op het tijdstip dat de beschikking wordt gegeven.

Afdeling III. — Toeziende voogd

Art. 402. Bij elke voogdij is er een toeziende voogd die de vrederechter benoemt nadat hij zich verzekerd heeft van zijn aanvaarding.

Indien de voogd een bloed- of aanverwant in een bepaalde lijn van de minderjarige is, wordt de toeziende voogd bij voorkeur uit de andere lijn gekozen.

De artikelen 395, 396, eerste en tweede lid, 397, 398 en 399 zijn van toepassing op de toeziende voogd.

De taken van de toeziende voogd eindigen op hetzelfde tijdstip als de voogdij.

Art. 403. De toeziende voogd houdt toezicht op de voogd. Indien hij vaststelt dat de voogd tekort schiet in de opvoeding van de minderjarige of in het beheer van zijn goederen, moet hij de vrederechter daarvan onverwijld in kennis stellen.

De voogd dient alle medewerking te verlenen teneinde de toeziende voogd in staat te stellen dit toezicht uit te oefenen.

Art. 404. Le subrogé tuteur représente le mineur lorsque les intérêts de celui-ci sont en opposition avec ceux du tuteur. Si les intérêts du subrogé tuteur sont également en opposition avec ceux du mineur, le juge de paix nomme un tuteur ad hoc à la requête de tout intéressé ou même d'office, ainsi qu'un subrogé tuteur ad hoc.

Le subrogé tuteur ne remplace pas de plein droit le tuteur lorsque la tutelle devient vacante. Il doit, dans ce cas, sous peine d'indemnisation du dommage qui pourrait en résulter pour le mineur, provoquer la nomination d'un nouveau tuteur.

Section IV. — Du fonctionnement de la tutelle

Art. 405. § 1^{er}. Le tuteur prend soin de la personne du mineur. Il l'éduque en se conformant aux principes éventuellement adoptés par les parents, notamment en ce qui concerne les questions visées à l'article 374, alinéa 2.

Il représente le mineur dans tous les actes de la vie civile.

Il gère les biens du mineur en bon père de famille et répond des dommages qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

Il peut, dans la gestion des biens du mineur, se faire assister de personnes qui agissent sous sa responsabilité, après autorisation expresse du juge de paix.

Le tuteur emploie les revenus du mineur pour assurer l'entretien de celui-ci et lui dispenser des soins, et requiert l'application de la législation sociale dans l'intérêt du mineur.

§ 2. En cas de conflit grave entre le mineur et le tuteur ou, le cas échéant, le subrogé tuteur, le mineur peut, sur simple demande écrite ou verbale, s'adresser au procureur du Roi s'il est âgé de douze ans dans les affaires relatives à sa personne et s'il est âgé de quinze ans dans les affaires relatives à ses biens.

Le procureur du Roi recueille tous les renseignements utiles. S'il estime la demande fondée, il saisit le juge de paix par requête afin qu'il tranche le différend.

Le juge de paix statue après avoir entendu le mineur, le tuteur et le subrogé tuteur.

Art. 406. § 1^{er}. Dans le mois qui suit la notification de sa nomination, le tuteur fait dresser un inventaire assorti d'une estimation de la valeur des immeubles et des meubles, le cas échéant, après avoir requis la levée des scellés s'ils ont été apposés.

L'inventaire est dressé en application des articles 1175 à 1184 du Code judiciaire, à moins que le juge de paix ne décide, par ordonnance motivée, d'autoriser un inventaire sous seing privé. Le juge de paix peut définir, dans cette ordonnance, les conditions que doit remplir cet inventaire sous seing privé.

A la requête du tuteur, le juge de paix peut proroger le délai si des circonstances exceptionnelles, consignées dans les motifs de l'ordonnance, le justifient. Le délai ainsi prorogé ne peut excéder six mois.

Si, dans ce délai, aucun inventaire tel que visé à l'alinéa 1^{er} n'a été établi et communiqué au juge de paix, celui-ci désigne un notaire qui sera tenu de faire l'inventaire.

Les frais sont mis à la charge du tuteur.

§ 2. Le juge de paix décide, par ordonnance motivée, s'il y a lieu de dresser un inventaire reprenant une liste détaillée assortie d'une estimation ou, si, au contraire, une description et une estimation globales de la valeur des meubles suffisent.

L'inventaire se fait, en tout cas, en présence du subrogé tuteur.

Il est, dès sa clôture, déposé au dossier de la procédure.

Si le tuteur est créancier du mineur, il doit, à peine de déchéance, le déclarer au juge de paix, sur la réquisition que celui-ci est tenu de lui en faire. Cette déclaration est consignée en un procès-verbal qui est déposé au dossier de la procédure.

Art. 404. De toeziende voogd vertegenwoordigt de minderjarige wanneer de belangen van deze laatste tegengesteld zijn aan die van de voogd. Indien de belangen van de toeziende voogd eveneens in strijd zijn met de belangen van de minderjarige, benoemt de vrederechter op verzoek van iedere belanghebbende of zelfs ambtshalve een voogd ad hoc, en een toeziend voogd ad hoc.

Bij het openvallen van de voogdij vervangt de toeziende voogd de voogd niet van rechtswege. In dat geval moet hij op straffe van vergoeding van de schade die daaruit voor de minderjarige zou kunnen voortvloeien, een nieuwe voogd doen benoemen.

Afdeling IV. — Werking van de voogdij

Art. 405. § 1. De voogd draagt zorg voor de persoon van de minderjarige, die hij opvoedt overeenkomstig de beginselen waarvoor de ouders eventueel hebben gekozen, inzonderheid wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 374, tweede lid.

Hij vertegenwoordigt de minderjarige in alle burgerlijke handelingen.

Hij beheert de goederen van de minderjarige zoals een goede huisvader en is gehouden tot vergoeding van de schade die zou kunnen voortvloeien uit een slecht beheer.

Hij kan zich in het beheer van de goederen van de minderjarige laten bijstaan door personen die onder zijn verantwoordelijkheid handelen, na uitdrukkelijke machtiging van de vrederechter.

De voogd besteedt de inkomsten van de minderjarige aan diens onderhoud en verzorging en vordert de toepassing van de sociale wetgeving in het belang van de minderjarige.

§ 2. In geval van een ernstige betwisting tussen de minderjarige en de voogd of in voorkomend geval de toeziende voogd, kan de minderjarige, op eenvoudig mondeling of schriftelijk verzoek, zich tot de procureur des Konings richten indien hij twaalf jaar oud is in zaken betreffende zijn persoon en indien hij vijftien jaar oud is in zaken betreffende zijn goederen.

De procureur des Konings wint alle nuttige inlichtingen in. Indien hij het verzoek gegrond acht, maakt hij de zaak bij verzoekschrift aanhangig bij de vrederechter opdat deze het geschil beslecht.

De vrederechter beslist na de minderjarige, de voogd en de toeziende voogd te hebben gehoord.

Art. 406. § 1. De voogd doet binnen een maand volgend op de kennisgeving van zijn benoeming een boedelbeschrijving met waardeschatting opstellen van zowel de onroerende als de roerende goederen in voorkomend geval nadat hij, bij verzegeling, eerst de ontzegeling heeft gevorderd.

De boedelbeschrijving wordt opgemaakt met toepassing van de artikelen 1175 tot 1184 van het Gerechtelijk Wetboek, tenzij de vrederechter bij een met redenen omklede beschikking beslist een onderhandse inventaris toe te laten. De vrederechter kan in deze beschikking bepalen aan welke vereisten deze onderhandse inventaris dient te voldoen.

De vrederechter kan op verzoek van de voogd de termijn verlengen indien uitzonderlijke omstandigheden, die in de gronden van de beschikking zijn omschreven, zulks rechtvaardigen. Deze aldus verlengde termijn kan evenwel zes maanden niet te boven gaan.

Indien binnen deze termijn geen boedelbeschrijving als bedoeld in het eerste lid werd opgesteld en medegedeeld aan de vrederechter, wijst de vrederechter een notaris aan die de bedoelbeschrijving zal opmaken.

De kosten zijn voor rekening van de voogd.

§ 2. De vrederechter beslist bij een met redenen omklede beschikking of een boedelbeschrijving moet worden opgesteld waarin een gedetailleerde lijst en een schatting zijn opgenomen dan wel of daarentegen een algemene beschrijving en schatting van de waarde van de roerende goederen voldoende zijn.

De boedelbeschrijving geschiedt in ieder geval in aanwezigheid van de toeziende voogd.

De boedelbeschrijving wordt na de afsluiting neergelegd in het procesdossier.

Indien de voogd schuldeiser is van de minderjarige, moet hij zulks op straffe van verval aan de vrederechter mededelen in antwoord op de vraag die deze laatste hem moet stellen. De verklaring wordt opgetekend in een proces-verbaal dat bij het procesdossier wordt gevoegd.

Art. 407. § 1^{er}. Dans le mois qui suit le dépôt de l'inventaire au dossier de la procédure, le juge de paix, après audition du tuteur, du subrogé tuteur et du mineur âgé de quinze ans, fixe par ordonnance motivée :

1° la somme dont le tuteur dispose annuellement pour l'entretien et l'éducation du mineur;

2° la somme dont le tuteur dispose annuellement pour la gestion des biens du mineur;

3° la somme à laquelle commence, pour le tuteur, l'obligation d'employer l'excédent des revenus sur la dépense et le délai passé lequel le tuteur sera, à défaut d'emploi, de plein droit comptable des intérêts;

4° l'établissement agréé par la Commission bancaire et financière ou sont ouverts les comptes sur lesquels sont versés les fonds ou déposés les titres et les valeurs mobilières du mineur;

5° les conditions auxquelles sont subordonnés les retraits des fonds, titres ou valeurs ainsi versés ou déposés;

6° la somme pour laquelle, compte tenu de la nature et de l'importance de l'avoir du mineur, il y a lieu de prendre une inscription hypothécaire sur les immeubles du tuteur, l'immeuble ou les immeubles sur lesquels l'inscription est prise par le greffier aux frais du mineur ou les garanties à fournir le cas échéant par le tuteur qui n'a pas d'immeuble ou qui est dispensé de l'inscription hypothécaire;

7° les mesures à prendre pour la poursuite, la mise en location, la cession ou la liquidation des commerces et entreprises recueillis par le mineur.

§ 2. Pendant la tutelle, le juge de paix peut, à la demande du tuteur, du subrogé tuteur, du procureur du Roi, de tout autre intéressé ou même d'office, modifier ses décisions antérieures dans les matières énumérées au paragraphe 1^{er}, après avoir entendu le tuteur, le subrogé tuteur et le mineur âgé de quinze ans.

§ 3. Le juge de paix peut confier à l'établissement visé au § 1^{er}, 4°, une mission de gestion des fonds, titres et valeurs mobilières appartenant au mineur et déposés auprès de celui-ci.

Le juge de paix détermine les conditions de cette gestion.

Art. 408. Les titres au porteur et autres valeurs mobilières appartenant au mineur ou qui lui sont acquises durant la tutelle sont déposés sur le compte ouvert en son nom conformément à l'article 407, § 1^{er}, 4°.

Sans préjudice de l'article 409, § 2, alinéa 4, le tuteur renouvelle en valeurs analogues, sans autorisation spéciale, le placement du capital nominal aux échéances.

Art. 409. § 1^{er}. L'excédent des revenus visé à l'article 407, § 1^{er}, 3°, est employé selon les modalités fixées par le juge de paix dans l'ordonnance prise lors de l'ouverture ou en cours de tutelle, conformément à l'article 407.

§ 2. Le tuteur ne peut donner quittance des capitaux qui échoient au mineur durant la tutelle qu'avec le contreseing du subrogé tuteur.

Ces capitaux sont déposés par lui sur le compte ouvert au nom du mineur conformément à l'article 407, § 1^{er}, 4°.

Le dépôt doit être fait dans un délai de quinze jours à dater de la réception des capitaux; passé ce délai, le tuteur est de plein droit débiteur des intérêts.

A la demande du tuteur, le juge de paix détermine les modalités d'un placement ultérieur plus rémunérateur, après avoir pris l'avis du tuteur, du subrogé tuteur et du mineur âgé de quinze ans.

Art. 410. § 1^{er}. Le tuteur doit être spécialement autorisé par le juge de paix pour :

1° aliéner les biens du mineur, hormis les fruits et objets de rebut, sauf dans le cadre de la gestion confiée à un établissement tel que visé à l'article 407, § 1^{er}, 4°;

2° emprunter;

3° hypothéquer ou donner en gage les biens du mineur;

4° consentir un bail à ferme, un bail commercial ou un bail à loyer de plus de neuf ans ainsi que pour renouveler un bail commercial;

5° renoncer à une succession ou à un legs universel ou à titre universel ou l'accepter, ce qui ne pourra se faire que sous bénéfice d'inventaire;

6° accepter une donation ou un legs à titre particulier;

Art. 407. § 1. Binnen een maand nadat de boedelbeschrijving bij het procesdossier is gevoegd, bepaalt de vrederechter, na de voogd, de toeziende voogd en de minderjarige, als laatstgenoemde vijftien jaar oud is, te hebben gehoord, bij een met redenen omklede beschikking :

1° het bedrag waarover de voogd jaarlijks beschikt voor het onderhoud en de opvoeding van de minderjarige;

2° het bedrag waarover de voogd jaarlijks beschikt voor het beheer van de goederen van de minderjarige;

3° vanaf welk bedrag voor de voogd de verplichting begint om het saldo van de inkomsten boven de uitgaven te beleggen en de termijn na verloop waarvan de voogd, bij gebrek van belegging, van rechtswege rekening en verantwoording verschuldigd is voor de interest;

4° de door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen erkende instelling waar de rekeningen worden geopend waarop de kapitaalstortingen plaatsvinden en de effecten alsmede de waardepapieren van de minderjarige worden gedeponereerd;

5° de voorwaarden waaronder de gestorte kapitalen of neergelegde titels en waarden kunnen worden teruggenomen;

6° het bedrag waarvoor, rekening houdend met de aard en de omvang van het vermogen van de minderjarige, een hypothecaire inschrijving moet worden genomen op de onroerende goederen van de voogd, het onroerend goed of de onroerende goederen waarop de griffier op kosten van de minderjarige de inschrijving neemt, of de waarborgen welke de voogd die geen onroerend goed bezit of vrijgesteld is van de hypothecaire inschrijving, in voorkomend geval moet bieden;

7° de maatregelen die moeten worden genomen met het oog op de voortzetting, de verhuring, de overdracht of de beëindiging van de handelszaken en ondernemingen die de minderjarige heeft verkregen.

§ 2. De vrederechter kan gedurende de voogdij op verzoek van de voogd, van de toeziende voogd, van de procureur des Konings, van enige andere belanghebbende of zelfs ambtshalve, zijn vroegere beslissingen betreffende de in paragraaf 1 opgesomde aangelegenheden wijzigen na de voogd, de toeziende voogd en de minderjarige indien hij vijftien jaar oud is, te hebben gehoord.

§ 3. De vrederechter kan een in § 1, 4°, bedoelde instelling de opdracht toevertrouwen om bij haar gedeponereerde en aan de minderjarige toebehorende kapitalen, effecten en waardepapieren te beheren.

De vrederechter bepaalt de voorwaarden van dit beheer.

Art. 408. Effecten aan toonder, alsook andere waardepapieren die aan de minderjarige behoren of die hem in de loop van de voogdij toekomen, worden gedeponereerd op de rekening die overeenkomstig artikel 407, § 1, 4°, op zijn naam is geopend.

Onverminderd artikel 409, § 2, vierde lid, vernieuwt de voogd op de vervalddag zonder bijzondere machtiging de plaatsing van het nominaal kapitaal in gelijkaardige waarden.

Art. 409. § 1. Het saldo van de inkomsten bedoeld in artikel 407, § 1, 3°, wordt belegd overeenkomstig de voorwaarden die de vrederechter vaststelt in de beschikking welke bij het ontstaan van de voogdij of tijdens de voogdij overeenkomstig artikel 407 wordt genomen.

§ 2. De voogd kan slechts met medeondertekening van de toeziende voogd kwijting geven van de kapitalen die de minderjarige in de loop van de voogdij ontvangt.

Hij plaatst deze kapitalen overeenkomstig artikel 407, § 1, 4°, op de rekening die op naam van de minderjarige is geopend.

Zulks moet geschieden binnen een termijn van 15 dagen te rekenen van de ontvangst van de kapitalen. Na het verstrijken van die termijn is de voogd van rechtswege de interesten verschuldigd.

Na het advies van de voogd, van de toeziende voogd en van de minderjarige indien hij vijftien jaar oud is, te hebben ingewonnen, bepaalt de vrederechter op verzoek van de voogd de voorwaarden waaronder later een meer rendabele plaatsing kan geschieden.

Art. 410. § 1. De vrederechter moet de voogd bijzondere machtiging verlenen om :

1° de goederen van de minderjarige, met uitzondering van de vruchten en de onbruikbare voorwerpen, te vervreemden, tenzij het beheer is opgedragen aan een instelling bedoeld in artikel 407, § 1, 4°;

2° een lening aan te gaan;

3° de goederen van de minderjarige te hypotheckeren of in pand te geven;

4° een pachtcontract, een handelshuurovereenkomst of een gewone huurovereenkomst van meer dan negen jaar te sluiten alsook een handelshuurovereenkomst te hernieuwen;

5° een nalatenschap, een algemeen legaat of een legaat onder algemene titel te verwerpen of te aanvaarden, wat slechts onder voorrecht van boedelbeschrijving kan geschieden;

6° een schenking of een legaat onder bijzondere titel te aanvaarden;

7° représenter le mineur en justice comme demandeur dans les autres procédures et actes que ceux prévus aux articles 1150, 1180-1° et 1206 du Code judiciaire;

8° conclure un pacte d'indivision;

9° acheter un bien immeuble;

10° acquiescer à une demande ou à un jugement;

11° transiger ou conclure une convention d'arbitrage;

12° continuer un commerce recueilli dans une succession légale ou testamentaire. L'administration du commerce peut être confiée à un administrateur spécial sous le contrôle du tuteur. Le juge de paix peut à tout moment retirer son autorisation;

13° aliéner des souvenirs et autres objets à caractère personnel, même s'il s'agit d'objets de peu de valeur.

§ 2. La vente des biens meubles ou immeubles du mineur est publique. Le tuteur peut toutefois se faire autoriser à vendre de gré à gré les biens meubles ou immeubles.

L'autorisation est accordée si l'intérêt du mineur l'exige. Elle indique expressément la raison pour laquelle la vente de gré à gré sert l'intérêt du mineur. Lorsqu'il s'agit de la vente d'un bien immeuble, celle-ci a lieu conformément au projet d'acte de vente dressé par un notaire et approuvé par le juge de paix.

Le juge de paix s'entoure de tous les renseignements utiles; il peut notamment recueillir l'avis de toute personne qu'il estime apte à le renseigner.

Les souvenirs et autres objets de caractère personnel sont, sauf nécessité absolue, exceptés de l'aliénation et sont gardés à la disposition du mineur jusqu'à sa majorité.

En tout cas, le mineur qui possède le discernement requis est invité pour être entendu, s'il le souhaite, avant que l'autorisation puisse être accordée.

Art. 411. Le tuteur et le subrogé tuteur ne peuvent acquérir les biens du mineur, ni directement ni par personne interposée, sauf dans le cadre de l'application de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages et de celle du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité, d'un partage judiciaire ou amiable approuvé conformément à l'article 1206 du Code judiciaire. Ils ne peuvent prendre à bail les biens du mineur qu'avec l'autorisation du juge de paix obtenue sur requête écrite. Dans ce cas, le juge de paix détermine dans son ordonnance les conditions de cette location et les garanties spéciales liées au bail ainsi consenti.

Art. 412. Le juge de paix peut prendre toutes mesures pour s'enquérir de la situation familiale, morale et matérielle du mineur, ainsi que de ses conditions de vie.

Il peut notamment demander au procureur du Roi de prendre, à l'intervention du service social compétent, tous renseignements utiles concernant ces différents points.

Section V. — Des comptes et du rapport de la tutelle

Art. 413. Chaque année, le tuteur dépose au dossier de la procédure le compte de sa gestion. Ce compte est également remis au subrogé tuteur et au mineur âgé de quinze ans. Le juge de paix peut, d'office ou à la demande du subrogé tuteur, convoquer le tuteur en chambre du conseil pour être entendu en ses explications.

Le Roi détermine la forme et le contenu des comptes de gestion.

Art. 414. Lorsqu'il y a lieu au remplacement du tuteur, les comptes de tutelle sont arrêtés à la date de l'ordonnance nommant le nouveau tuteur, sans préjudice de l'application de l'article 391.

Art. 415. Dans le mois de la cessation des fonctions du tuteur, le compte définitif de tutelle est rendu, en vue de son approbation, au mineur devenu majeur ou émancipé, au nouveau tuteur ou au titulaire de l'autorité parentale en présence du juge de paix et du subrogé tuteur, le cas échéant aux frais du mineur ou du tuteur. Le compte de tutelle est également rendu au mineur âgé de quinze ans.

Il est dressé un procès-verbal constatant la reddition du compte, son approbation et la décharge donnée au tuteur.

7° de minderjarige in rechte te vertegenwoordigen als eiser bij de andere rechtsplegingen en handelingen dan die bedoeld in de artikelen 1150, 1180-1° en 1206 van het Gerechtelijk Wetboek;

8° een overeenkomst van onverdeeldheid te sluiten;

9° een onroerend goed aan te kopen;

10° te berusten in een vordering of in een vonnis;

11° een dading aan te gaan of een arbitrage-overeenkomst te sluiten;

12° een handelszaak voort te zetten die is verkregen door wettelijke erfopvolging of door erfopvolging krachtens uiterste wil. Het bestuur van de handelszaak mag worden opgedragen aan een bijzondere bewindvoerder onder het toezicht van de voogd. De vrederechter kan zijn toestemming te allen tijde intrekken;

13° souvenirs en andere persoonlijke voorwerpen, zelfs als het om voorwerpen van geringe waarde gaat te vervreemden.

§ 2. De verkoop van de roerende of onroerende goederen van de minderjarige gebeurt openbaar. Aan de voogd kan evenwel machtiging worden verleend om de roerende of onroerende goederen onderhands te verkopen.

Deze machtiging wordt verleend indien het belang van de minderjarige zulks vereist. Er wordt uitdrukkelijk in vermeld waarom de onderhandse verkoop de belangen van de minderjarige dient. Onroerende goederen worden verkocht overeenkomstig het ontwerp van verkoopakte opgesteld door een notaris en goedgekeurd door de vrederechter.

De vrederechter wint de nodige inlichtingen in. Hij kan inzonderheid het advies inwinnen van eenieder die hij daartoe geschikt acht.

Souvenirs en andere persoonlijke voorwerpen kunnen niet worden vervreemd tenzij zulks volstrekt noodzakelijk is en worden ter beschikking van de minderjarige gehouden tot zijn meerderjarigheid.

In elk geval wordt de minderjarige die over het vereiste onderscheidingsvermogen beschikt uitgenodigd om, indien hij dit wenst, gehoord te worden vooraleer machtiging kan worden verleend.

Art. 411. De voogd en de toeziende voogd kunnen geen goederen van de minderjarige verkrijgen, noch rechtstreeks, noch door een tussenpersoon, behalve op grond van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen, van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit of in het kader van een gerechtelijke of minnelijke verdeling overeenkomstig artikel 1206 van het Gerechtelijk Wetboek. Zij kunnen de goederen van de minderjarige slechts in huur nemen wanneer de vrederechter daartoe op schriftelijk verzoek machtiging verleent. In dat geval bepaalt de vrederechter in zijn beschikking de huurvoorwaarden, alsook de bijzondere waarborgen verbonden aan de aldus toegestane huur.

Art. 412. De vrederechter kan alle maatregelen nemen om zich te informeren over de familiale, morele en materiële toestand van de minderjarige, alsook over diens leefomstandigheden.

In het bijzonder kan hij de procureur des Konings verzoeken om, door de bemiddeling van de bevoegde sociale dienst, over al deze punten alle dienstige inlichtingen in te winnen.

Afdeling V. — Voogdijrekeningen en voogdijverslag

Art. 413. De voogd legt jaarlijks de rekening inzake zijn beheer neer in het procesdossier. Deze rekening wordt eveneens overhandigd aan de toeziende voogd en aan de minderjarige indien hij vijftien jaar oud is. De vrederechter kan, ambtshalve of op verzoek van de toeziende voogd, de voogd oproepen teneinde in raadkamer toelichtingen te geven.

De Koning bepaalt de inhoud en de vorm van de rekeningen inzake het beheer.

Art. 414. Indien de voogd moet worden vervangen, worden de voogdijrekeningen afgesloten op de dag van de beschikking waarbij de nieuwe voogd wordt benoemd, zulks onverminderd de toepassing van artikel 391.

Art. 415. Binnen een maand na beëindiging van de taken van de voogd wordt de definitieve voogdijrekening in aanwezigheid van de vrederechter en van de toeziende voogd met het oog op de goedkeuring ervan overhandigd aan de minderjarige die meerderjarig of ontvoogd is geworden, aan de nieuwe voogd of aan de titularis van het ouderlijk gezag, waarbij de kosten in voorkomend geval ten laste van de minderjarige of de voogd komen. De voogdijrekening wordt eveneens overhandigd aan de minderjarige die vijftien jaar oud is.

Er wordt een proces-verbaal opgemaakt waarin bevonden wordt dat de rekening en verantwoording is gedaan, dat de rekening is goedgekeurd en dat de voogd kwijting is verleend.

Toute approbation du compte de tutelle antérieure à la date du procès-verbal prévu à l'alinéa 2 est nulle.

S'il donne lieu à des contestations, le compte est rendu en justice conformément aux articles 1358 et suivants du Code judiciaire.

Art. 416. Tant que le compte définitif de tutelle n'a pas été approuvé, aucun contrat valable ne peut être conclu entre le mineur et son ancien tuteur.

La mainlevée de la garantie fournie par le tuteur pour sûreté de sa gestion est donnée par le nouveau tuteur ou par le mineur sur production d'une copie certifiée conforme du procès-verbal dressé conformément à l'article 415.

Art. 417. L'approbation du compte ne préjudicie point aux actions en responsabilité qui peuvent appartenir au mineur contre le tuteur et le subrogé tuteur.

Art. 418. La somme à laquelle s'élève le reliquat dû par le tuteur porte intérêt de plein droit à compter de l'approbation du compte et au plus tard trois mois après la cessation de la tutelle. Les intérêts de ce qui est dû au tuteur par le mineur ne courent que du jour de la sommation de payer qui suit l'approbation du compte.

Art. 419. Toute action du mineur contre son tuteur ou son subrogé tuteur relative aux faits et comptes de la tutelle se prescrit par cinq ans à compter de la majorité, même lorsqu'il y a eu émancipation.

Art. 420. Chaque année, le tuteur fait rapport au juge de paix et au subrogé tuteur sur l'éducation et l'accueil du mineur, ainsi que sur les mesures qu'il a prises en vue de l'épanouissement de la personne du mineur. Le rapport est versé au dossier de la procédure. »

Art. 14. A l'article 475ter, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969 et modifié par la loi du 31 mars 1987, la troisième phrase est supprimée.

Art. 15. A l'article 475quater, alinéa 4, du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969 et modifié par les lois des 31 mars 1987 et 19 janvier 1990, les mots "de la puissance paternelle" sont remplacés par les mots "de l'autorité parentale".

Art. 16. L'article 475sexies du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969 et modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 475sexies. Il peut être mis fin à la tutelle officielle par le tribunal de la jeunesse à la requête :

1° soit du tuteur officieux;

2° soit des personnes qui ont donné leur accord à la tutelle officieuse conformément à l'article 475bis, ou de celles qui auront reconnu ou légitimé l'enfant après l'établissement de la tutelle officieuse;

3° soit du procureur du Roi.

Le tribunal de la jeunesse instruit la demande dans les formes prévues à l'article 475ter, alinéa 3.

S'il met fin à la tutelle officieuse, il peut, sur la demande qui lui en est faite, après avoir recueilli l'avis des personnes énumérées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ci-dessus et entendu le procureur du Roi, supprimer ou réduire l'obligation du tuteur officieux d'entretenir l'enfant et de le mettre en état de gagner sa vie. »

Art. 17. L'article 475septies du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969 et modifié par la loi du 31 mars 1987, est complété par les mots suivants :

« conformément aux articles 413 à 420 ».

Art. 18. L'article 478 du même Code, modifié par les lois des 8 avril 1965 et 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 478. Le mineur qui n'a ni père ni mère et qui est âgé de quinze ans peut être émancipé si le tuteur et le subrogé tuteur l'en jugent capable.

Le tuteur et le subrogé tuteur présentent requête au tribunal de la jeunesse qui procède conformément à l'article 477. En cas de dissentiment entre eux, la requête est présentée par l'un d'eux. Dans ce cas, le tribunal de la jeunesse doit entendre ou appeler celui qui n'a pas présenté requête.

Elke goedkeuring van de voorgedijrekening voorafgaand aan de datum van het proces-verbaal bedoeld in het tweede lid, is nietig.

Bij betwisting wordt overeenkomstig de artikelen 1358 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek rekening en verantwoording voor de rechtbank gedaan.

Art. 416. Zolang de definitieve voorgedijrekening niet is goedgekeurd, kunnen tussen de minderjarige en zijn vroegere voogd geen geldige overeenkomsten worden gesloten.

Op voorlegging van een eensluidend afschrift van het overeenkomstig artikel 415 opgemaakte proces-verbaal verleent de nieuwe voogd of de minderjarige opheffing van de zekerheidstelling die de voogd inzake zijn beheer heeft gegeven.

Art. 417. De goedkeuring van de rekening doet geenszins afbreuk aan de aansprakelijkheidsvorderingen die de minderjarige tegen de voogd en tegen de toeziende voogd kan instellen.

Art. 418. Het bedrag van het door de voogd verschuldigde saldo brengt van rechtswege intrest op zodra de rekening is goedgekeurd en ten laatste drie maanden na beëindiging van de voorgedij. De intresten van het bedrag dat de minderjarige aan de voogd verschuldigd is, beginnen slechts te lopen op de dag dat tot betaling is aangemaand na goedkeuring van de rekening.

Art. 419. Vorderingen van de minderjarige tegen zijn voogd of zijn toeziende voogd betreffende feiten en rekeningen van de voorgedij verjaren na 5 jaar te rekenen van de meerderjarigheid, zelfs indien de minderjarige ontvoogd is geworden.

Art. 420. De voogd brengt jaarlijks bij de vrederechter en de toeziende voogd verslag uit over de opvoeding en de opvang van de minderjarige, alsook over de maatregelen die hij heeft genomen voor de ontplooiing van de persoon van de minderjarige. Het verslag wordt bij het procesdossier gevoegd. »

Art. 14. In artikel 475ter, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969 en gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, vervalt de derde zin.

Art. 15. In artikel 475quater, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969 en gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1987 en 19 januari 1990, worden de woorden "uit de ouderlijke macht n vervangen door de woorden "uit het ouderlijk gezag".

Art. 16. Artikel 475sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969 en gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 475sexies. De jeugdrechtbank kan aan de pleegvoogdij een einde maken op verzoek :

1° hetzij van de pleegvoogd;

2° hetzij van degenen die overeenkomstig artikel 475bis met de pleegvoogdij hebben ingestemd of van degenen die het kind hebben erkend of gewettigd na de totstandkoming van de pleegvoogdij;

3° hetzij van de procureur des Konings.

De jeugdrechtbank behandelt het verzoek op de wijze omschreven in artikel 475ter, derde lid.

Indien zij aan de pleegvoogdij een einde maakt, kan zij desgevraagd, na het advies van de personen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, te hebben ingewonnen en na de procureur des Konings te hebben gehoord, de verplichting van de pleegvoogd om het kind te onderhouden en het de mogelijkheid te bieden in zijn levensonderhoud te voorzien, beperken of opheffen. »

Art. 17. Artikel 475septies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969 en gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt aangevuld met de volgende woorden :

« overeenkomstig de artikelen 413 tot 420 ».

Art. 18. Artikel 478 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965 en 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 478. De minderjarige die geen ouders heeft en die vijftien jaar oud is, kan worden ontvoogd indien de voogd en de toeziende voogd hem daartoe geschikt oordelen.

De voogd en de toeziende voogd dienen daartoe een verzoek in bij de jeugdrechtbank, die optreedt overeenkomstig artikel 477. Wanneer zij het niet eens zijn, wordt het verzoek door een van hen ingediend. In dat geval moet de jeugdrechtbank degene die geen verzoek heeft ingediend, horen of oproepen.

A la diligence du ministère public, une copie certifiée conforme du jugement rendu en application du présent article est transmise au juge de paix tuteur. »

Art. 19. L'article 479 du même Code, modifié par les lois des 8 avril 1965, 31 mars 1987 et 19 janvier 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 479. Lorsque le tuteur n'a fait aucune diligence pour l'émancipation du mineur qui remplit les conditions prévues à l'article 478 et qu'un ou plusieurs parents ou alliés de ce mineur jusqu'au quatrième degré le jugent capable d'être émancipé, ils peuvent requérir le procureur du Roi à l'effet de saisir le tribunal de la jeunesse au sujet de l'émancipation.

Le mineur peut également requérir le procureur du Roi aux mêmes fins.

L'article 478, alinéa 3, est applicable. »

Art. 20. L'article 483 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 483. Le mineur émancipé ne pourra faire d'emprunts, sous aucun prétexte, sans une autorisation du juge de paix donnée conformément à l'article 410, § 1^{er}. »

Art. 21. A l'article 484, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé" sont remplacés par les mots "sans observer les règles prescrites en matière de tutelle".

Art. 22. A l'article 485, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 8 avril 1965, les mots "après avoir pris, le cas échéant, l'avis du juge de paix, président du conseil de famille qui a délibéré sur l'émancipation" sont supprimés.

Art. 23. L'article 487^{quater}, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 29 juin 1973, est complété comme suit :

« A la diligence du ministère public, le jugement est notifié dans les dix jours du prononcé au juge de paix territorialement compétent. »

CHAPITRE VIII. — *Modifications aux dispositions du Livre I^{er}, Titre XI, du Code civil : "De la majorité, de l'administration provisoire, de l'interdiction et du conseil judiciaire"*

Art. 24. L'article 506 du même Code, modifié par la loi du 10 août 1909, est abrogé.

Art. 25. L'article 509 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« A la diligence du ministère public, le jugement est notifié dans les dix jours du prononcé au juge de paix territorialement compétent. »

Art. 26. A l'article 510 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, les deux dernières phrases sont supprimées.

Art. 27. L'article 511 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 511. Lorsqu'il sera question du mariage de l'enfant d'un interdit, la dot, ou l'avancement d'hoirie, seront réglés par le tuteur dûment autorisé par le juge de paix. »

CHAPITRE IX. — *Modifications aux dispositions du Livre III, Titre I^{er}, du Code civil : "Des successions"*

Art. 28. L'article 745^{septies}, §§ 1^{er}, et 2, du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le conjoint survivant peut être exclu ou déchu en tout ou en partie de ses droits successoraux s'il est déchu en tout ou en partie de l'autorité parentale à l'égard des enfants issus de son mariage avec le défunt.

§ 2. L'action est introduite par les descendants dans l'année qui suit, soit l'ouverture de la succession, soit la déchéance de l'autorité parentale.

Le jugement produit ses effets à la date de l'introduction de la demande. »

Op verzoek van het openbaar ministerie wordt een eensluidend verklaard afschrift van het overeenkomstig dit artikel uitgesproken vonnis overgezonden aan de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opgevallen. »

Art. 19. Artikel 479 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965, 31 maart 1987 en 19 januari 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 479. Wanneer de voogd niets heeft ondernomen om de minderjarige die voldoet aan de in artikel 478 gestelde voorwaarden te ontvoogden en wanneer een of meer bloedverwanten of aanverwanten tot in de vierde graad van deze minderjarige hem geschikt oordelen om te worden ontvoogd, kunnen zij de procureur des Konings verzoeken zich met het oog op de ontvoogding tot de jeugdrechtsbank te wenden.

De minderjarige kan te dien einde eveneens een verzoek indienen bij de procureur des Konings.

Artikel 478, derde lid, is van toepassing. »

Art. 20. Artikel 483 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 483. De ontvoogde minderjarige mag onder geen enkel voorwendsel leningen aangaan zonder machtiging van de vrederechter gegeven overeenkomstig artikel 410, § 1. »

Art. 21. In artikel 484, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "zonder de vormen in acht te nemen die aan de niet ontvoogde minderjarige zijn voorgeschreven" vervangen door de woorden "zonder de regels betreffende de voogdij in acht te nemen".

Art. 22. In artikel 485, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, vervallen de woorden "na in voorkomend geval het advies van de vrederechter, voorzitter van de familieraad die over de ontvoogding heeft beraadslaagd, te hebben ingewonnen".

Art. 23. Artikel 487^{quater}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 29 juni 1973, wordt als volgt aangevuld :

« Op vordering van het openbaar ministerie wordt van het vonnis binnen tien dagen na de uitspraak aan de territoriaal bevoegde vrederechter kennisgegeven. »

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel XI, van het Burgerlijk Wetboek : "Meerderjarigheid, voorlopig bewind, onbekwaamverklaring en bijstand van een gerechtelijk raadsman"*

Art. 24. Artikel 506 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 1909, wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 509 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Op vordering van het openbaar ministerie wordt van het vonnis binnen tien dagen na de uitspraak aan de territoriaal bevoegde vrederechter kennisgegeven. »

Art. 26. In artikel 510 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, vervallen de laatste twee zinnen.

Art. 27. Artikel 511 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 511. Wanneer een kind van een onbekwaamverklarde een huwelijk wenst aan te gaan, worden het verlenen van huwelijksgoed of van een voorschot op zijn erfdeel, geregeld door de voogd die daartoe door de vrederechter behoorlijk gemachtigd is. »

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek III, Titel I, van het Burgerlijk Wetboek : "Erfenissen"*

Art. 28. Artikel 745^{septies}, §§ 1 en 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De langstlevende echtgenoot kan van zijn erfrecht geheel of gedeeltelijk worden uitgesloten of daarvan vervallen worden verklaard indien hij geheel of gedeeltelijk is ontzet uit het ouderlijk gezag over de kinderen geboren uit zijn huwelijk met de overledene.

§ 2. De rechtsvordering wordt door de afstammelingen ingesteld binnen een jaar te rekenen hetzij van het openvallen van de nalatenschap, hetzij van de ontzetting uit het ouderlijk gezag.

Het vonnis heeft gevolg met ingang van de datum waarop de vordering is ingesteld. »

Art. 29. L'article 776 du même Code, modifié par la loi du 14 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 776. Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que conformément aux dispositions de l'article 410, § 1^{er}. »

Art. 30. L'article 793, alinéa 3, du même Code, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'acceptation bénéficiaire en raison de l'incapacité de l'héritier, les mêmes formalités sont accomplies à la diligence des père et mère ou de celui d'entre eux qui exerce l'autorité parentale, par le mineur émancipé ou par le tuteur. Le juge de paix veille à l'accomplissement de ces formalités. En cas d'opposition d'intérêts entre l'incapable et son représentant légal, le juge de paix désigne un tuteur ad hoc soit à la requête de toute personne intéressée soit d'office. ».

Art. 31. A l'article 817, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "par un conseil de famille" sont remplacés par les mots "par le juge de paix tutélaire".

Art. 32. A l'article 819, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 10 mai 1960, les mots "sous réserve de l'application des dispositions de l'article 911bis du Code de Procédure civile" sont remplacés par les mots "sous réserve de l'application des dispositions de l'article 1154 du Code judiciaire".

Art. 33. A l'article 840 du même Code, les mots "avec l'autorisation d'un conseil de famille" sont remplacés par les mots "avec l'autorisation du juge de paix tutélaire".

CHAPITRE X. — *Modifications aux dispositions du Livre III, Titre II, du Code civil : "Des donations entre vifs et des testaments"*

Art. 34. A l'article 935, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "conformément à l'article 463, au titre de la Minorité, de la tutelle et de l'émancipation" sont remplacés par les mots "conformément à l'article 410, § 1^{er}".

Art. 35. L'article 936 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 936. Le sourd-muet qui saura écrire, pourra accepter lui-même ou par un fondé de pouvoir.

S'il ne sait pas écrire, l'acceptation doit être faite par un curateur nommé à cet effet par le président du tribunal de première instance saisi par requête unilatérale présentée par toute personne intéressée. »

Art. 36. L'article 1055 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1055. Celui qui fera les dispositions autorisées par les articles précédents, pourra, par le même acte, ou par un acte postérieur, en forme authentique, nommer un tuteur chargé de l'exécution de ces dispositions. »

Art. 37. L'article 1056 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1056. A défaut de nomination d'un tuteur conformément à l'article 1055 ou à défaut d'acceptation par lui de sa mission, il en sera nommé un à la diligence du grevé, ou de son représentant légal s'il est incapable, dans le délai d'un mois à compter du jour du décès du donateur ou testateur, ou du jour ou, depuis cette mort, l'acte contenant la disposition aura été connu. Cette nomination sera effectuée par le juge de paix du canton du domicile du grevé, conformément à l'article 393 et selon la procédure fixée au chapitre IX du livre IV du Code judiciaire. »

Art. 38. A l'article 1057 du même Code, les mots "soit de leur tuteur ou curateur" sont remplacés par les mots "soit de leur curateur ou représentant légal".

Art. 39. A l'article 1074 du même Code, les mots "de son tuteur" sont remplacés par les mots "de son représentant légal".

CHAPITRE XI. — *Modifications aux dispositions du Livre III, Titres III à XV, du Code civil*

Art. 40. A l'article 1370, alinéa 3, du même Code, les mots "ou ceux des tuteurs et des autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déferée" sont supprimés.

Art. 29. Artikel 776 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, wordt vervangen als volgt :

« Art. 776. Nalatenschappen aan minderjarigen en aan onbekwaam-verklaarden kunnen alleen overeenkomstig de bepalingen van artikel 410, § 1, rechtsgeldig worden aanvaard. »

Art. 30. Artikel 793, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen als volgt :

« Bij aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving wegens onbekwaamheid van de erfgenaam, worden dezelfde vormen in acht genomen door de zorg van de vader en de moeder of door degene van hen die het ouderlijk gezag uitoefent, door de ontvoogde minderjarige of door de voogd. De vrederechter ziet toe op de inachtneming van deze vormen. In geval van belangentegenstelling tussen de onbekwame en zijn wettelijke vertegenwoordiger, wordt door de vrederechter, hetzij op verzoek van iedere belanghebbende, hetzij ambtshalve, een voogd ad hoc aangewezen. »

Art. 31. In artikel 817, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "door een familieraad" vervangen door de woorden "door de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opgevallend".

Art. 32. In artikel 819, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 mei 1960, worden de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van artikel 911bis van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering" vervangen door de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van artikel 1154 van het Gerechtelijk Wetboek".

Art. 33. In artikel 840 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "met machtiging van een familieraad" vervangen door de woorden "met machtiging van de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opgevallend".

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek III, Titel II, van het Burgerlijk Wetboek : "Schenken onder de levenden en testamenten"*

Art. 34. In artikel 935, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "overeenkomstig artikel 463 in de titel Minderjarigheid, voogdij en ontvoogding" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 410, § 1".

Art. 35. Artikel 936 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 936. Een doofstomme die kan schrijven, kan zelf of door een gemachtigde aannemen.

Indien hij niet kan schrijven, moet de aanneming worden gedaan door een curator die te dien einde wordt benoemd, door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg aangezocht bij eenzijdig verzoekschrift dat door elke belanghebbende kan worden ingediend. »

Art. 36. Artikel 1055 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1055. Hij die beschikkingen maakt welke volgens de vorige artikelen zijn geoorloofd, mag bij dezelfde akte of bij een latere authentieke akte een voogd benoemen die met de uitvoering van die beschikkingen wordt belast. »

Art. 37. Artikel 1056 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1056. Wanneer geen voogd is benoemd overeenkomstig artikel 1055 of wanneer deze zijn opdracht niet aanvaardt, wordt op verzoek van de bezwaarde of indien deze onbekwaam is, op verzoek van zijn wettelijke vertegenwoordiger, een voogd benoemd binnen een maand te rekenen van de dag van overlijden van de schenker of van de erflater of van de dag waarop, na dit overlijden, de akte die de beschikking inhoudt, bekend is geworden. Deze benoeming geschiedt door de vrederechter van het kanton van de woonplaats van de bezwaarde, overeenkomstig artikel 393 en volgens de procedure vastgesteld in boek IV, hoofdstuk IX, van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 38. In artikel 1057 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "hetzij van hun voogd of curator" vervangen door de woorden "hetzij van hun curator of wettelijke vertegenwoordiger".

Art. 39. In artikel 1074 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "van zijn voogd" vervangen door de woorden "van zijn wettelijke vertegenwoordiger".

HOOFDSTUK XI. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek III, Titel III tot XV van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 40. In artikel 1370, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervallen de woorden "of verbintenissen van voogden en andere bewindvoerders die het hun opgedragen ambt niet mogen weigeren".

Art. 41. L'article 1428, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Cet inventaire, dont le contenu est réglé par les articles 1175 et suivants du Code judiciaire, peut se faire sous seing privé lorsque toutes les parties intéressées majeures y consentent et, en cas d'existence de mineurs ou d'incapables, moyennant l'accord du juge de paix saisi par requête. »

Art. 42. L'article 2045, alinéa 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit qu'en observant les formes prescrites à l'article 410, § 1^{er}, et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément à l'article 416, alinéa 1^{er}. »

CHAPITRE XII. — *Modifications aux dispositions du Livre III, Titre XVIII, du Code civil : "Des privilèges et hypothèques"*

Art. 43. L'article 49 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 49. Dans le délai fixé par l'article 407, § 1^{er}, du Code civil, le juge de paix fixera la somme pour laquelle il sera pris inscription hypothécaire; il désignera les immeubles sur lesquels cette inscription devra être requise eu égard à la fortune des mineurs et des interdits, à la nature des valeurs dont elle se compose et aux éventualités de la responsabilité du tuteur.

Le juge de paix pourra, d'après les circonstances, déclarer qu'il ne sera pris aucune inscription sur les biens du tuteur. Cette déclaration n'aura d'effet que jusqu'à révocation. »

Art. 44. Les articles 50 et 51 de la même loi sont abrogés.

Art. 45. L'article 52 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. L'inscription sera prise à la diligence du greffier en vertu de l'ordonnance du juge de paix ou du jugement du tribunal.

Si le tuteur s'ingère dans la gestion au-delà du contenu de l'ordonnance rendue sur la base de l'article 391 du Code civil avant que cette formalité ait été remplie, le juge de paix pourra lui retirer la tutelle conformément à l'article 398 du Code civil.

Le subrogé tuteur est tenu, sous sa responsabilité personnelle, de veiller à ce que l'inscription soit valablement prise sur les biens du tuteur. »

Art. 46. L'article 53 de la même loi est abrogé.

Art. 47. L'article 54 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. Les greffiers ne pourront, sous peine de responsabilité personnelle et de destitution, s'il y a lieu, délivrer aucune expédition de l'ordonnance rendue en exécution de l'article 407 du Code civil avant que l'inscription ait été prise contre le tuteur pour les sommes et sur les immeubles désignés par le juge de paix. »

Art. 48. L'article 55 de la même loi est abrogé.

Art. 49. L'article 56 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 56. Si le tuteur possède des immeubles, mais qu'ils soient jugés insuffisants pour répondre de la totalité de sa gestion, le juge de paix pourra fixer des garanties supplémentaires conformément à l'article 407, § 1^{er}, 6°, du Code civil. »

Art. 50. L'article 57 de la même loi est abrogé.

Art. 51. L'article 58 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58. Dans le cas où les garanties données aux mineurs ou aux interdits seraient devenues insuffisantes, le juge de paix pourra déterminer conformément à l'article 407, § 2, du Code civil une augmentation de la somme que devait garantir l'hypothèque ou l'extension de cette hypothèque à d'autres immeubles. Si le tuteur ne possédait pas d'autres immeubles ou n'en possédait que d'une valeur

Art. 41. Artikel 1428, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt vervangen als volgt :

« Deze beschrijving, waarvan de inhoud geregeld wordt bij de artikelen 1175 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, mag onderhands geschieden, wanneer alle belanghebbende meerderjarige partijen daarmee instemmen en ingeval er minderjarigen of onbekwamen zijn, wanneer de vrederechter aangezocht bij verzoekschrift daarmee instemt. »

Art. 42. Artikel 2045, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De voogd kan voor de minderjarige of voor de onbekwaamverklaarde alleen met inachtneming van de vormen omschreven in artikel 410, § 1, een dading aangaan en hij kan met de meerderjarig geworden minderjarige over de voogdijrekening alleen overeenkomstig artikel 416, eerste lid, een dading aangaan. »

HOOFDSTUK XII. — *Wijzigingen in de bepalingen van Boek III, Titel XVIII van het Burgerlijk Wetboek : "Voorrechten en hypotheken"*

Art. 43. Artikel 49 van de wet van 16 december 1851 houdende herziening van het hypothecair stelsel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 49. De vrederechter stelt binnen de termijn bepaald in artikel 407, § 1, van het Burgerlijk Wetboek het bedrag vast waarvoor een hypothecaire inschrijving wordt genomen. Hij wijst de onroerende goederen aan waarop deze inschrijving moet worden gevorderd, zulks rekening houdend met het vermogen van de minderjarigen en van de onbekwaamverklaarden, met de aard van de waarden waaruit het vermogen bestaat, alsook met hetgeen zich in verband met de verantwoordelijkheid van de voogd kan voordoen.

De vrederechter kan naar gelang van de omstandigheden verklaren dat op de goederen van de voogd geen inschrijving wordt genomen. Dergelijke verklaring geldt slechts totdat zij wordt herroepen. »

Art. 44. De artikelen 50 en 51 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 45. Artikel 52 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 52. De inschrijving wordt genomen op verzoek van de griffier, zulks krachtens de beschikking van de vrederechter of het vonnis van de rechtbank.

Indien de voogd zich, vooraleer deze formaliteit is vervuld, meer met het beheer inlaat dan is toegestaan op grond van de beschikking gegeven krachtens artikel 391 van het Burgerlijk Wetboek, kan de vrederechter hem de voogdij overeenkomstig artikel 398 van het Burgerlijk Wetboek onttrekken.

De toeziende voogd moet op eigen verantwoordelijkheid erover waken dat de inschrijving wettig op de goederen van de voogd wordt genomen. »

Art. 46. Artikel 53 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 47. Artikel 54 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 54. De griffiers mogen op eigen verantwoordelijkheid en op straffe van afzetting, indien daartoe grond bestaat, geen uitgifte van beschikkingen gegeven ter uitvoering van artikel 407 van het Burgerlijk Wetboek afgeven vooraleer tegen de voogd de inschrijving is genomen voor de bedragen en op de onroerende goederen die de vrederechter heeft aangewezen. »

Art. 48. Artikel 55 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 49. Artikel 56 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 56. Indien de voogd onroerende goederen bezit, die echter ontoereikend worden geoordeeld om voor zijn gehele beheer tot waarborg te strekken, kan de vrederechter overeenkomstig artikel 407, § 1, 6°, van het Burgerlijk Wetboek, bijkomende waarborgen bepalen. »

Art. 50. Artikel 57 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 51. Artikel 58 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 58. Ingeval de waarborgen verstrekt aan de minderjarigen of aan de onbekwaamverklaarden ontoereikend zijn geworden, kan de vrederechter krachtens artikel 407, § 2, van het Burgerlijk Wetboek bepalen dat het bedrag dat door de hypotheek gewaarborgd moest zijn, wordt verhoogd of dat die hypotheek tot andere onroerende goederen wordt uitgebreid. Indien de voogd geen andere onroerende goederen

jugée insuffisante, le juge de paix pourra fixer d'autres garanties ou des garanties supplémentaires comme il est prévu à l'article 56. »

Art. 52. L'article 60 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60. Si les garanties fournies par le tuteur deviennent évidemment excessives pendant le cours de la tutelle, le juge de paix pourra restreindre les sûretés primitivement exigées conformément à l'article 407, § 2, du Code civil. »

Art. 53. Les articles 61 à 63 de la même loi sont abrogés.

CHAPITRE XIII. — *Modifications du Code judiciaire*

Art. 54. L'article 1151, 1°, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« 1° si parmi les personnes intéressées, il en est qui sont incapables et sans représentant légal, et que les scellés ne soient pas requis par un parent. »

Art. 55. L'article 1181 du même Code, modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1181. Dans tous les cas où il est procédé à un inventaire en matière de tutelle, celui-ci est fait en présence du subrogé tuteur.

Il reproduit dans son intitulé la réponse du tuteur à l'interpellation faite par le notaire portant sur le point de savoir s'il lui est dû quelque chose par le mineur.

Art. 56. L'article 1186 du même Code, modifié par les lois des 31 mars 1987, 26 juin 1990 et 18 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1186. Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'aliénation d'immeubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs ou à des interdits, leurs représentants légaux sont tenus de demander au juge de paix l'autorisation d'y procéder.

Les copropriétaires des immeubles doivent être entendus, ou dûment appelés par pli judiciaire notifié au moins cinq jours avant l'audience.

Si le juge de paix autorise la vente, il désigne en même temps un notaire par le ministère duquel la vente publique aura lieu.

Il est procédé à celle-ci en présence desdits représentants légaux et, le cas échéant, des subrogés tuteurs, devant le juge de paix du canton de la situation des biens. »

Art. 57. Dans l'article 1187 du même Code, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Lorsque des immeubles appartiennent en copropriété à des mineurs, des interdits, des personnes pourvues d'un administrateur provisoire en vertu des articles 488bis, a) à k), du Code civil, ou à des personnes internées par application de la loi sur la défense sociale, et à d'autres personnes, ces dernières, si elles veulent procéder à la vente, doivent s'adresser par requête au juge de paix afin d'y être autorisées.

Les représentants légaux des intéressés mineurs, interdits ou personnes pourvues d'un administrateur provisoire, ainsi que les autres copropriétaires, doivent être entendus, ou dûment appelés par pli judiciaire notifié au moins cinq jours avant l'audience.

Si le juge de paix fait droit à la requête, il commet un notaire qui procédera à la vente publique. »

Art. 58. L'article 1189 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« L'autorisation du tribunal n'est pas requise en cas d'application des articles 1186 et 1187. »

Art. 59. L'article 1191 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1191. Néanmoins, si les intérêts protégés énumérés aux articles 1186 à 1190 exigeaient que les immeubles fussent en tout ou en partie vendus dans un ou plusieurs cantons autres que celui de la situation du bien, il en est fait mention suivant le cas, dans l'ordonnance du juge de paix, dans la décision d'autorisation du tribunal, ou dans celle du juge-commissaire de la faillite; et le juge de paix, le

bezit of de waarde ervan ontoereikend wordt geoordeeld, kan de vrederechter andere waarborgen of bijkomende waarborgen bepalen zoals omschreven in artikel 56. »

Art. 52. Artikel 60 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 60. Indien de door de voogd verstrekte waarborgen in de loop van de voogdij blijkbaar overmatig worden, kan de vrederechter overeenkomstig artikel 407, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, de aanvankelijk gestelde zekerheid verminderen. »

Art. 53. De artikelen 61 tot 63 van dezelfde wet worden opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 54. Artikel 1151, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° indien zich onder de belanghebbenden iemand bevindt die onbekwaam is en geen wettelijk vertegenwoordiger heeft, en de verzegeling niet door een bloedverwant wordt gevorderd. »

Art. 55. Artikel 1181 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1181. In alle gevallen waarin met betrekking tot de voogdij een boedelbeschrijving wordt opgemaakt, geschiedt zulks in aanwezigheid van de toeziende voogd.

In de aanhef van de boedelbeschrijving wordt vermeld wat de voogd heeft geantwoord op de vraag van de notaris of de minderjarige hem iets schuldig is. »

Art. 56. Artikel 1186 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1987, 26 juni 1990 en 18 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1186. Wanneer moet worden overgegaan tot vervreemding van onroerende goederen die geheel of gedeeltelijk aan minderjarigen of aan onbekwaamverklaarden toebehoren, moeten hun wettelijke vertegenwoordigers daartoe aan de vrederechter machtiging vragen.

De mede-eigenaars van de onroerende goederen moeten worden gehoord of behoorlijk worden opgeroepen bij gerechtsbrief ter kennis gebracht ten minste vijf dagen voor de zittingsdag.

Indien de vrederechter de verkoop toestaat, wijst hij tegelijk een notaris aan door wiens ambtelijke tussenkomst de openbare verkoping geschiedt.

De verkoop geschiedt in aanwezigheid van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, van de toeziende voogden, ten overstaan van de vrederechter van het kanton waar de goederen gelegen zijn. »

Art. 57. In artikel 1187 van hetzelfde Wetboek worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer onroerende goederen in mede-eigendom toebehoren aan minderjarigen, onbekwaamverklaarden, personen aan wie een voorlopig bewindvoerder is toegevoegd krachtens de artikelen 488bis, a) tot k), van het Burgerlijk Wetboek of aan personen die geïnterneerd zijn ingevolge de wet op de bescherming van de maatschappij, en aan andere personen, dan dienen deze laatsten, indien zij willen verkopen, zich bij verzoekschrift te wenden tot de vrederechter om daartoe te worden gemachtigd.

De wettelijke vertegenwoordigers van de betrokken minderjarigen, onbekwaamverklaarden of personen aan wie een voorlopig bewindvoerder is toegevoegd alsook de andere mede-eigenaars, moeten worden gehoord of behoorlijk worden opgeroepen bij gerechtsbrief ter kennis gebracht ten minste vijf dagen voor de zittingsdag.

Indien de vrederechter het verzoekschrift inwilligt, wijst hij een notaris aan die de openbare verkoping zal houden. »

Art. 58. Artikel 1189 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« De machtiging van de rechtbank is niet vereist in geval van toepassing van de artikelen 1186 en 1187. »

Art. 59. Artikel 1191 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1191. Indien het evenwel met het oog op de beschermde belangen bedoeld in de artikelen 1186 tot 1190 vereist is dat de onroerende goederen geheel of gedeeltelijk worden verkocht in een of meer andere kantons dan dat waar het goed gelegen is, wordt zulks naargelang van het geval vermeld in de beschikking van de vrederechter, in de beslissing tot machtiging van de rechtbank of van de

tribunal ou le juge-commissaire désigne en même temps le juge de paix en présence duquel la vente aura lieu. »

Art. 60. L'article 1193bis du même Code, inséré par la loi du 18 février 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1193bis. Dans les cas prévus aux articles 1186 à 1189, les personnes qui ont qualité pour provoquer la vente publique des immeubles peuvent introduire, selon le cas, devant le juge de paix ou devant le tribunal de première instance, une demande d'autorisation de vente de gré à gré. L'autorisation est accordée si l'intérêt des personnes protégées par ces articles l'exige.

L'autorisation du juge de paix ou du tribunal doit indiquer expressément la raison pour laquelle la vente de gré à gré sert l'intérêt des personnes protégées. Le recours à cette forme de vente peut être subordonné à la fixation d'un prix minimum.

La demande prévue à l'alinéa 1^{er} est introduite par une requête motivée à laquelle est joint un projet d'acte de vente établi par un notaire.

Les personnes désignées par les articles 1186, alinéa 2, 1187, alinéa 2, et 1188, alinéa 2, doivent être entendues, ou dûment appelées par pli judiciaire notifié au moins cinq jours avant l'audience.

Le juge de paix ou le tribunal peut ordonner la comparution des personnes qui seront parties à l'acte.

La vente doit avoir lieu, conformément au projet d'acte admis par le juge de paix ou le tribunal, en présence du juge de paix du canton de la situation des biens et, le cas échéant, des subrogés tuteurs, par le ministère du notaire commis par l'ordonnance du juge de paix ou le jugement d'autorisation. »

Art. 61. A l'article 1194, alinéa 3, du même Code, les mots "ainsi qu'aux ventes prévues par l'article 452 du Code civil" sont remplacés par les mots "ainsi qu'aux ventes prévues par l'article 410, § 1^{er}, du Code civil".

Art. 62. L'article 1195 du même Code est complété par un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Dans les cas prévus aux articles 410, § 1^{er}, et 488bis, f), §§ 3 et 4, du Code civil, le juge de paix peut ordonner ces mêmes mesures. »

Art. 63. L'article 1197 du même Code est complété comme suit :

« ou par le juge de paix qui a autorisé la vente conformément à l'article 410, § 1^{er}, 1°, du Code civil. »

Art. 64. A l'article 1198 du même Code, les mots "ou le juge de paix" sont insérés entre les mots "par le président du tribunal de première instance" et ", sur requête d'une partie".

Art. 65. L'article 1199 du même Code est complété par un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Lorsqu'il s'agit d'un fonds de commerce appartenant en totalité à des incapables, il est procédé devant le juge de paix comme indiqué aux alinéas 1^{er} et 2. L'expert est désigné par le juge de paix à la requête d'une des parties. »

Art. 66. Un article 1204bis, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 1204bis. Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'aliénation de meubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs sous tutelle, à des interdits, à des personnes internées en application de la loi sur la défense sociale ou lorsque ces meubles font partie d'une succession vacante ou d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, les personnes qui ont qualité pour provoquer cette vente peuvent introduire devant le juge de paix une demande d'autorisation de vente de gré à gré. L'autorisation est accordée si l'intérêt des personnes protégées l'exige. La demande d'autorisation est introduite par une requête motivée, à laquelle est joint un projet de contrat de vente. Les personnes représentant les personnes protégées doivent être entendues ou dûment appelées par pli judiciaire au moins cinq jours avant l'audience. Le juge de paix peut ordonner la comparution des personnes qui seront parties au contrat. Un exemplaire du contrat signé devra ultérieurement être transmis au juge de paix. »

rechter-commissaris van het faillissement. De vrederechter, de rechtbank of de rechter-commissaris wijst tegelijk de vrederechter aan in aanwezigheid van wie de verkoop zal geschieden. »

Art. 60. Artikel 1193bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1193bis. In de gevallen bedoeld in de artikelen 1186 tot 1189 kunnen de personen bevoegd om de openbare verkoping van de onroerende goederen te vorderen, naargelang van het geval, bij de vrederechter of bij de rechtbank van eerste aanleg een aanvraag indienen tot machtiging om uit de hand te verkopen. De machtiging wordt verleend indien het belang van de door die artikelen beschermde personen zulks vereist.

De machtiging van de vrederechter of van de rechtbank moet uitdrukkelijk vermelden waarom de verkoop uit de hand het belang van de beschermde personen dient. Deze vorm van verkoop kan van de vaststelling van een minimum verkoopprijs afhankelijk worden gesteld.

De in het eerste lid bedoelde aanvraag wordt ingediend bij een met redenen omkleed verzoekschrift waarbij een door een notaris opgemaakt ontwerp van verkoopakte wordt gevoegd.

De personen aangewezen in de artikelen 1186, tweede lid, 1187, tweede lid, en 1188, tweede lid, moeten worden gehoord of behoorlijk worden opgeroepen bij gerechtsbrief ter kennis gebracht, ten minste vijf dagen voor de zittingsdag.

De vrederechter of de rechtbank kan de personen die bij de akte partij zullen zijn, bevelen te verschijnen.

De verkoping moet overeenkomstig de door de vrederechter of de rechtbank aangenomen ontwerpakte, in aanwezigheid van de vrederechter van het kanton waar de goederen gelegen zijn en, in voorkomend geval, van de toeziende voogden, geschieden door de ambtelijke tussenkomst van de notaris aangewezen in de beschikking van de vrederechter of in het vonnis waarbij machtiging wordt verleend. »

Art. 61. In artikel 1194, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "alsmede op de verkopen waarvan sprake is in artikel 452 van het Burgerlijk Wetboek" vervangen door de woorden "alsmede op de verkopen bedoeld in artikel 410, § 1, van het Burgerlijk Wetboek".

Art. 62. Artikel 1195 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"In de gevallen bedoeld in de artikelen 410, § 1, en 488bis, f), §§ 3 en 4, van het Burgerlijk Wetboek, kan de vrederechter dezelfde maatregelen bevelen. »

Art. 63. Artikel 1197 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

of door de vrederechter die machtiging gaf tot de verkoop ingevolge artikel 410, § 1, 1°, van het Burgerlijk Wetboek. »

Art. 64. In artikel 1198 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of de vrederechter" ingevoegd tussen de woorden "door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg" en "op verzoek van een partij".

Art. 65. Artikel 1199 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Indien het een handelszaak betreft die in haar geheel toebehoort aan onbekwamen, geschiedt de verkoop ten overstaan van de vrederechter overeenkomstig de procedure zoals aangegeven in het eerste en het tweede lid. De deskundige wordt op verzoek van een der partijen aangewezen door deze vrederechter. »

Art. 66. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1204bis ingevoegd, luidende :

« Art. 1204bis. Wanneer moet worden overgegaan tot vervreemding van roerende goederen die geheel of gedeeltelijk toebehoren aan minderjarigen onder voogdij, onbekwaamverklaarden, personen die geïnterneerd zijn ingevolge de wet op de bescherming van de maatschappij dan wel wanneer deze goederen behoren tot een onbeheerde nalatenschap of tot een onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaarde nalatenschap, kunnen diegenen die bevoegd zijn om deze verkoping te vorderen, bij de vrederechter een aanvraag indienen tot machtiging om onderhands te verkopen. De machtiging wordt verleend als het belang van de beschermde personen het vereist. Deze aanvraag wordt ingediend bij een met redenen omkleed verzoekschrift waarbij een ontwerp van verkoopovereenkomst wordt gevoegd. De personen die de beschermde personen vertegenwoordigen, moeten gehoord of bij gerechtsbrief behoorlijk opgeroepen worden ten minste vijf dagen vóór de zittingsdag. De vrederechter kan de personen die bij de overeenkomst partij zullen zijn, bevelen te verschijnen. Een exemplaar van de ondertekende overeenkomst moet daarna aan de vrederechter worden bezorgd. »

Art. 67. Le chapitre IX du livre IV, quatrième partie, du même Code, intitulé "Des avis du conseil de famille" et comprenant les articles 1232 à 1237 est remplacé par les dispositions suivantes :

"CHAPITRE IX. — *De la tutelle des mineurs*

Art. 1232. Sans préjudice des dispositions du Code civil imposant ou autorisant la saisine d'office du juge et sous réserve de ce qui est prévu à l'article 1235, les demandes fondées sur les articles 389 à 420 du Code civil sont introduites par requête.

Art. 1233. § 1^{er}. Les articles 1026 à 1034 sont applicables, sous réserve des dispositions suivantes :

1° la requête est signée par la partie ou son avocat;

2° le mineur est convoqué par le juge pour être entendu s'il est âgé de douze ans dans les procédures relatives à sa personne et s'il est âgé de quinze ans dans celles relatives à ses biens. Les dispositions de l'article 931, alinéas 6 et 7, s'appliquent par analogie;

3° en cas d'application de l'article 394, alinéa 2, du Code civil, l'ordonnance contient les nom, prénom et domicile des ascendants et frères et soeurs majeurs du mineur et, des frères et soeurs des parents du mineur. Ceux-ci sont considérés comme parties intervenantes;

4° toute décision est notifiée au ministère public dès son prononcé;

5° un extrait de la décision nommant le tuteur est notifié dans les huit jours du prononcé au bourgmestre de la commune du domicile du mineur.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er}, 2° à 5°, ne sont toutefois pas applicables en cas de nomination d'un tuteur ad hoc ou d'un subrogé tuteur ad hoc.

Art. 1234. Si l'acte désignant un tuteur testamentaire est découvert après la nomination d'un autre tuteur, le juge convoque les deux tuteurs en chambre du conseil et statue.

Art. 1235. Pour l'application de l'article 399 du Code civil, les dispositions suivantes sont, en outre, applicables :

1° Le tuteur dont la destitution est poursuivie est cité à comparaître à l'audience fixée par le juge de paix en chambre du conseil. L'exploit de citation contient les motifs justifiant la procédure de destitution. Le subrogé tuteur est entendu.

2° Sans préjudice de l'application de l'article 391 du Code civil, le juge, en prononçant la destitution, pourvoit immédiatement au remplacement du tuteur destitué, conformément à l'article 401 du même Code.

Ces dispositions sont applicables par analogie à la procédure de destitution du subrogé tuteur, le tuteur devant dans ce cas être entendu.

Art. 1236. Toute ordonnance du juge de paix est susceptible d'appel. L'appel de cette ordonnance est attribué à une chambre composée de trois juges.

Art. 1236bis. § 1^{er}. La demande tendant à la constatation de l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale est introduite devant le tribunal de première instance par le procureur du Roi. Ce dernier agit d'office ou à la demande de toute personne intéressée.

A la requête sont joints tous les renseignements utiles, et notamment l'avis des père et mère, celui des ascendants au deuxième degré ainsi que celui des frères et soeurs majeurs de l'enfant mineur.

§ 2. Le tribunal ordonne la comparution en chambre du conseil de toutes les personnes qu'il estime utile d'entendre; il est dressé procès-verbal de leur audition. Si l'une des personnes dont le procureur du Roi a obligatoirement recueilli l'avis a émis un avis défavorable à la mesure envisagée, cette personne est également convoquée et, si elle comparait, elle peut déclarer par simple acte vouloir intervenir à la cause. Les convocations sont adressées aux intéressés par le greffier sous pli judiciaire.

Le mineur âgé de douze ans est également entendu séparément.

Art. 67. Hoofdstuk IX van deel IV, boek IV, van hetzelfde Wetboek, met als opschrift "Adviezen van de familieraad", dat de artikelen 1232 tot 1237 bevat, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"HOOFDSTUK IX. — *Voogdij over minderjarigen*

Art. 1232. Onverminderd de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek waarbij het aanhangig maken bij de rechter ambtshalve wordt opgelegd of toegestaan en onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 1235 worden de aanvragen gegrond op de artikelen 389 tot 420 van het Burgerlijk Wetboek bij verzoekschrift ingediend.

Art. 1233. § 1. De artikelen 1026 tot 1034 zijn van toepassing, zulks onder voorbehoud van de volgende bepalingen :

1° het verzoekschrift wordt ondertekend door de partij of door de advocaat van de partij;

2° de rechter roept de minderjarige op om hem te horen, zulks indien hij twaalf jaar oud is in procedures die zijn persoon aanbelangen en indien hij vijftien jaar oud is in procedures die betrekking hebben op zijn goederen. Het bepaalde in artikel 931, zesde en zevende lid, is van overeenkomstige toepassing;

3° indien artikel 394, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt toegepast, vermeldt de beschikking de naam, de voornaam en de woonplaats van de bloedverwanten in de opgaande lijn van de minderjarige, alsook die van zijn meerderjarige broers en zusters en, van de broers en zusters van de ouders van de minderjarige. Zij worden als tussenkomende partijen beschouwd;

4° iedere beslissing wordt na de uitspraak ervan ter kennis gebracht van het openbaar ministerie;

5° een uittreksel uit de beslissing houdende benoeming van de voogd wordt binnen acht dagen te rekenen van de uitspraak geeft kennis aan de burgemeester van de gemeente waar de minderjarige zijn woonplaats heeft.

§ 2. De bepalingen van paragraaf 1, 2° tot 5°, zijn evenwel niet van toepassing bij de benoeming van een voogd ad hoc of van een toezienende voogd ad hoc.

Art. 1234. Indien de akte tot aanwijzing van een testamentaire voogd wordt ontdekt na de benoeming van een andere voogd, roept de vrederechter beide voogden op in raadkamer en doet uitspraak.

Art. 1235. Met het oog op de toepassing van artikel 399 van het Burgerlijk Wetboek zijn bovendien de volgende bepalingen van toepassing :

1° De voogd van wie de ontzetting wordt gevorderd, wordt gedagvaard om te verschijnen op de terechtzitting die door de vrederechter in raadkamer is bepaald. Het exploit van dagvaarding vermeldt de redenen die de procedure tot ontzetting rechtvaardigen. De toezienende voogd wordt gehoord.

2° Onverminderd de toepassing van artikel 391 van het Burgerlijk Wetboek gaat de rechter bij de uitspraak houdende de ontzetting, overeenkomstig artikel 401 van hetzelfde Wetboek onmiddellijk over tot de vervanging van de ontzette voogd.

Deze bepalingen zijn van overeenkomstige toepassing op de procedure tot ontzetting van de toezienende voogd. In dat geval moet de voogd worden gehoord.

Art. 1236. Elke beschikking van de vrederechter is vatbaar voor hoger beroep. Een kamer samengesteld uit drie rechters wordt belast met de behandeling van het hoger beroep tegen deze beschikking.

Art. 1236bis. § 1. Vordering tot vaststelling van de voortdurende onmogelijkheid om het ouderlijk gezag uit te oefenen worden door de procureur des Konings ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg. De procureur des Konings treedt ambtshalve op of op verzoek van iedere belanghebbende persoon.

Bij het verzoekschrift worden alle nuttige inlichtingen gevoegd, inzonderheid het oordeel van de vader en de moeder, dat van de bloedverwanten in de opgaande lijn in de tweede graad van de minderjarige en dat van zijn meerderjarige broers en zusters.

§ 2. De rechtbank beveelt de verschijning in raadkamer van de personen die zij nodig acht te horen. Hiervan wordt proces-verbaal opgemaakt. Indien een van de personen van wie de procureur des Konings het oordeel heeft moeten inwinnen, betreffende de vooropgestelde maatregel een ongunstig advies heeft uitgebracht, wordt deze eveneens opgeroepen en wanneer hij verschijnt, kan hij door middel van een eenvoudige akte verklaren dat hij in het geding wenst tussen te komen. De griffier zendt de oproepingen aan de betrokkenen toe bij gerechtsbrief.

Minderjarigen die twaalf jaar oud zijn, worden ook afzonderlijk gehoord.

§ 3. S'il fait droit à la demande, le tribunal décide si l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale entraîne pour le père ou la mère, ou les deux, la perte du droit de jouissance légale fixé à l'article 384 du Code civil.

Une copie certifiée conforme de la décision est notifiée par le greffier au juge de paix compétent territorialement. Celui-ci procède conformément aux règles de la tutelle.

§ 4. L'appel est formé par requête déposée au greffe de la cour d'appel. La cause est instruite en chambre du conseil.

Le délai pour interjeter appel et l'appel contre le jugement sont pourvusifs, de même que le délai pour se pourvoir en cassation et le pourvoi contre l'arrêt.

§ 5. La demande en mainlevée est introduite par requête des père et mère agissant conjointement ou séparément.

Le greffier transmet la requête au procureur du Roi. Celui-ci recueille tous les renseignements utiles et notamment l'avis des personnes mentionnées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et celui des tuteur et subrogé tuteur. Le procureur du Roi transmet au tribunal la requête accompagnée de ces renseignements et de son avis.

Le tribunal procède ensuite conformément au § 2.

S'il est fait droit à la demande, une copie conforme de la décision est notifiée par le greffier au juge de paix tuteur et la tutelle prend fin à la date du procès-verbal prévu à l'article 415, alinéa 2, du Code civil.

Art. 1237. Un dossier individuel de procédure est ouvert au greffe de la justice de paix pour chaque mineur placé sous tutelle.

Y sont déposés, à leur date, toutes les requêtes, ordonnances et autres actes relatifs à la tutelle.

Au besoin, le greffier établit les copies certifiées conformes des pièces dont le dépôt dans des dossiers distincts se justifie. »

Art. 68. L'article 1242 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1242. Sur les conclusions du procureur du Roi, le tribunal, si les faits articulés sont pertinents, entend en chambre du conseil toute personne dont il estime l'audition utile, et notamment le conjoint, les père et mère et les descendants de la personne dont l'interdiction est demandée. »

Art. 69. L'article 1243 du même Code est abrogé.

Art. 70. L'article 1244, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les huit jours de la clôture du procès-verbal d'audition des personnes visées à l'article 1242, le juge commet un ou plusieurs médecins neuropsychiatres à l'effet d'examiner le défendeur et de lui faire rapport sur son état. »

Art. 71. L'article 1251 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1251. S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction ou si celui-ci est confirmé sur l'appel, une copie certifiée conforme de la décision est notifiée par le greffier au juge de paix compétent territorialement. Celui-ci procède conformément aux règles de la tutelle.

L'administrateur provisoire nommé en exécution de l'article 1246 cesse ses fonctions et rend compte au tuteur, s'il ne l'est pas lui-même. »

CHAPITRE XIV. — Modification du Code de commerce

Art. 72. L'article 8 du Code de commerce est abrogé.

CHAPITRE XV. — Modification du Code pénal

Art. 73. L'article 31, 5°, du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

« 5° D'être appelé aux fonctions de tuteur, subrogé tuteur ou curateur, si ce n'est de leurs enfants; comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire. »

§ 3. Indien de rechtbank de vordering toewijst, beslist zij of de voortdurende onmogelijkheid om het ouderlijk gezag uit te oefenen voor de vader, voor de moeder of voor beiden het verlies meebrengt van het recht op het genot bedoeld in artikel 384 van het Burgerlijk Wetboek.

De griffier geeft kennis aan de territoriaal bevoegde vrederechter een eensluitend verklaard afschrift van de beslissing. Deze laatste handelt overeenkomstig de regels van de voogdij.

§ 4. Hoger beroep wordt ingesteld bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van het hof van beroep. De zaak wordt in raadkamer behandeld.

De termijn om beroep in te stellen en het beroep tegen het vonnis, alsook de termijn om zich in cassatie te voorzien en het beroep tegen het arrest hebben schorsende kracht.

§ 5. De vordering tot opheffing wordt bij verzoekschrift ingediend door beide ouders samen of door elke ouder afzonderlijk.

De griffier zendt het verzoekschrift toe aan de procureur des Konings. Deze laatste wint de nodige inlichtingen in, inzonderheid het oordeel van de personen vermeld in paragraaf 1, tweede lid, alsook dat van de voogd en van de toeziende voogd. De procureur des Konings zendt het verzoekschrift samen met de inlichtingen en zijn advies toe aan de rechtbank.

De rechtbank handelt vervolgens overeenkomstig § 2.

Indien aan de vordering gevolg wordt gegeven, zendt de griffier een eensluitend verklaard afschrift van de beslissing toe aan de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opgevallen en neemt de voogdij een einde op de datum van het proces-verbaal bedoeld in artikel 415, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 1237. Voor iedere onder voogdij gestelde minderjarige wordt op de griffie van het vrederecht een individueel procesdossier aangelegd.

Daarin worden alle verzoekschriften, beschikkingen en andere akten betreffende de voogdij per datum geklasseerd.

Indien nodig maakt de griffier de eensluitend verklaarde afschriften van de stukken die in verschillende dossiers moeten worden neergelegd. »

Art. 68. Artikel 1242 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1242. Indien de artikelsgewijs opgegeven feiten terzake dienen, hoort de rechtbank op de conclusie van de procureur des Konings in raadkamer iedere persoon die zij nuttig acht te horen, inzonderheid de echtgenoot, de vader, de moeder en de bloedverwanten in de nederdalende lijn van de persoon van wie de onbekwaamverklaring wordt gevorderd. »

Art. 69. Artikel 1243 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 70. Artikel 1244, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen acht dagen volgend op het sluiten van het proces-verbaal van verhoor van de in artikel 1242 bedoelde personen, wijst de rechter een of meer geneesheren-neuro-psychiaters aan om de verweerder te onderzoeken en hem over diens toestand verslag uit te brengen. »

Art. 71. Artikel 1251 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1251. Wanneer tegen het vonnis houdende onbekwaamverklaring geen hoger beroep is ingesteld of wanneer dat vonnis in hoger beroep wordt bevestigd, geeft de griffier bij een eensluitend verklaard afschrift kennis van de beslissing aan de territoriaal bevoegde vrederechter. Deze laatste handelt overeenkomstig de regels betreffende de voogdij.

De voorlopige bewindvoerder, benoemd op grond van artikel 1246, beëindigt zijn werkzaamheden en doet rekening en verantwoording aan de voogd, indien hij niet zelf de voogd is. »

HOOFDSTUK XIV. — Wijziging van het Wetboek van koophandel

Art. 72. Artikel 8 van het Wetboek van koophandel wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XV. — Wijziging van het Strafwetboek

Art. 73. Artikel 31, 5°, van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° Geroepen te worden tot het ambt van voogd, toezienend voogd of curator, behalve over hun eigen kinderen, of om het ambt van gerechtelijk raadsman of voorlopig bewindvoerder uit te oefenen. »

CHAPITRE XVI. — *Modifications de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse*

Art. 74. L'article 33, alinéa 3, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, est remplacé par la disposition suivante :

« En outre, la déchéance totale entraîne l'incapacité générale d'être tuteur, tuteur officieux, subrogé tuteur ou curateur. »

Art. 75. A l'article 35 de la même loi, modifié par la loi du 21 mars 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "la légitimation par adoption" sont remplacés par les mots "l'adoption plénière";

2° à l'alinéa 2, les mots "à l'administration du tuteur et aux comptes de la tutelle" sont remplacés par les mots "au fonctionnement de la tutelle et aux comptes de la tutelle".

Art. 76. L'article 44, alinéa 4, 2°, de la même loi, remplacé par la loi du 2 février 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° celui dans le ressort duquel la tutelle a été organisée conformément aux articles 361, § 3, 367, § 7, 478 et 479 du Code civil. »

Art. 77. A l'article 45, 1, de la même loi, modifié par les lois des 21 mars 1969 et 2 février 1994, les mots "membre du conseil de famille", sont supprimés.

CHAPITRE XVII. — *Modifications de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages*

Art. 78. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages, modifié par la loi du 14 mai 1981, les mots "mais de l'avis conforme du conseil de famille" sont supprimés.

Art. 79. Dans l'article 4, alinéa 2, de la même loi, les mots "avec l'autorisation du juge de paix et de l'avis conforme du conseil de famille" sont remplacés par les mots "avec l'autorisation du juge de paix tutélaire".

CHAPITRE XVIII. — *Modification de la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité*

Art. 80. Dans l'article 2 de la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité, les mots "avec l'autorisation du juge de paix et de l'avis conforme du conseil de famille" sont remplacés par les mots "avec l'autorisation du juge de paix tutélaire".

CHAPITRE XIX. — *Modification de la loi du 21 août 1816*

Art. 81. L'article 10 de la loi du 21 août 1816, maintenu en vigueur par l'article 25 de la loi du 31 mai 1824 portant quelques dispositions nouvelles relatives à la perception des droits de timbre et d'enregistrement est abrogé.

CHAPITRE XX. — *Modifications de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale*

Art. 82. L'article 65 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas visés aux deux articles précédents, le conseil de l'aide sociale désigne parmi ses membres une personne qui exercera la fonction de tuteur et une personne qui exercera la fonction de subrogé tuteur. »

Art. 83. Dans l'article 68, 2°, de la même loi, les mots "de légitimation" sont supprimés.

CHAPITRE XXI. — *Modification des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953*

Art. 84. A l'article 1^{er}, 10°, des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953, inséré par la loi du 6 juillet 1967, les mots "à l'exception des mineurs émancipés qui ont été dûment autorisés à faire le commerce" sont supprimés.

CHAPITRE XXII. — *Modification du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 85. L'article 162, 42°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par la loi du 12 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante :

HOOFDSTUK XVI. — *Wijzigingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming*

Art. 74. Artikel 33, derde lid, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Volledige ontzetting brengt bovendien algemene onbekwaamheid mede om voogd, pleegvoogd, toezienend voogd of curator te zijn. »

Art. 75. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de wettiging door adoptie" vervangen door de woorden "de volle adoptie";

2° in het tweede lid worden de woorden "het bestuur van de voogd en de voogdijrekeningen" vervangen door de woorden "de werking van de voogdij en de voogdijrekeningen".

Art. 76. Artikel 44, vierde lid, 2°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 februari 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° in het rechtsgebied waarvan de voogdij wordt georganiseerd overeenkomstig de artikelen 361, § 3, 367, § 7, 478 en 479 van het Burgerlijk Wetboek. »

Art. 77. In artikel 45, 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969 en 2 februari 1994, vervallen de woorden "het lid van de familieraad".

HOOFDSTUK XVII. — *Wijzigingen van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen*

Art. 78. In artikel 3, eerste lid, van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen, gewijzigd bij de wet van 14 mei 1981, vervallen de woorden "doch naar eensluidend advies van de familieraad".

Art. 79. In artikel 4, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden "met machtiging van de vrederechter en naar eensluidend advies van de familieraad" vervangen door de woorden "met machtiging van de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opengevallen".

HOOFDSTUK XVIII. — *Wijziging van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit*

Art. 80. In artikel 2 van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit worden de woorden "met machtiging van de vrederechter en op eensluidend advies van de familieraad" vervangen door de woorden "met machtiging van de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opengevallen".

HOOFDSTUK XIX. — *Wijziging van de wet van 21 augustus 1816*

Art. 81. Artikel 10 van de wet van 21 augustus 1816, van kracht gebleven op grond van artikel 25 van de wet van 31 mei 1824 houdende enige nieuwe bepalingen betreffende de heffing van zegel- en registratie-rechten wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XX. — *Wijzigingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

Art. 82. Artikel 65 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de gevallen bedoeld in de twee voorgaande artikelen wijst de raad voor maatschappelijk welzijn onder haar leden een persoon aan die de taak van voogd zal vervullen alsook een persoon die de taak van toezienend voogd zal vervullen. »

Art. 83. In artikel 68, 2°, van dezelfde wet, vervalt het woord "wettiging".

HOOFDSTUK XXI. — *Wijziging van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 april 1953*

Art. 84. In artikel 1, 10°, van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 april 1953 en ingevoegd bij de wet van 6 juli 1967, vervallen de woorden "met uitzondering van de ontvoogde minderjarigen die naar behoren gemachtigd zijn om handel te drijven".

HOOFDSTUK XXII. — *Wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 85. Artikel 162, 42°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1960, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 42° les actes, jugements et arrêts relatifs aux procédures en matière de tutelle des mineurs, des mineurs prolongés ou des interdits ».

CHAPITRE XXIII. — *Modification du Code des droits de timbre*

Art. 86. L'article 59-1, 56°, du Code des droits de timbre, remplacé par la loi du 12 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante :

« 56° les actes relatifs aux procédures en matière de tutelle des mineurs, des mineurs prolongés ou des interdits ».

CHAPITRE XXIV. — *Modification de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels*

Art. 87. A l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels, les mots "dans ce cas, le juge de paix ne procède à la désignation qu'après délibération du conseil de famille convoqué par lui" sont supprimés.

CHAPITRE XXV. — *Modification de la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire*

Art. 88. L'article 13 de la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Il fait, dans les limites des usages et des conventions diplomatiques, tous les actes conservatoires, en cas d'absence ou de décès d'un Belge en pays étranger et de naufrage d'un navire belge.

§ 2. En cas d'ouverture de la tutelle d'un mineur belge résidant en pays étranger, l'organisation et la surveillance de cette tutelle incombent au juge de paix du premier canton de Bruxelles.

Dès qu'il a connaissance de l'ouverture d'une tutelle dans sa circonscription consulaire, le consul en informe immédiatement le juge de paix et lui transmet tous les renseignements utiles concernant la situation patrimoniale et personnelle du mineur.

Le consul assume une tâche d'intermédiaire entre, d'une part, le juge de paix et, d'autre part, le tuteur, le subrogé tuteur et le mineur. Toute requête, acte de procédure ou demande de renseignements transite par lui.

CHAPITRE XXVI. — *Dispositions finales*

Section 1^{re}. — Dispositions transitoires

Art. 89. § 1^{er}. Les tutelles des mineurs organisées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, en exécution des articles 390 et 395 du Code civil prendront fin d'office le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi. Les inscriptions hypothécaires ordonnées par le conseil de famille conformément à l'article 49 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire, sur les biens des père ou mère en leur qualité de tuteur légal de leurs enfants mineurs s'éteindront un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. 1° Sous réserve de ce qui est prévu au 2°, les tutelles des mineurs organisées, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sur base des articles 397, 402 et 405 du Code civil, celles des interdits et celles des mineurs prolongés après décès des père et mère, après décès du seul parent à l'égard duquel la filiation est établie ou en cas de remplacement de l'autorité parentale par la tutelle, continueront à s'exercer pendant six mois, conformément aux décisions prises par le conseil de famille et aux dispositions légales telles qu'elles étaient rédigées avant les modifications introduites par la présente loi.

2° Par dérogation au 1°, l'article 410 du Code civil est d'application immédiate aux tutelles en cours.

3° Dans les six mois de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les comptes de ces tutelles seront arrêtés à la date que le juge de paix tutélaire fixera d'office par ordonnance.

Ces comptes seront déposés au dossier individuel de la procédure prévu à l'article 1237 du Code judiciaire.

« 42° akten, vonnissen en arresten betreffende procedures inzake de voogdij van minderjarigen, van personen in staat van verlengde minderjarigheid en van onbekwaamverklaarden ».

HOOFDSTUK XXIII. — *Wijziging van het Wetboek der zegelrechten*

Art. 86. Artikel 59-1, 56°, van het Wetboek der zegelrechten, vervangen bij de wet van 12 juli 1960, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 56° akten betreffende procedures inzake de voogdij van minderjarigen, van personen in staat van verlengde minderjarigheid en van onbekwaamverklaarden ».

HOOFDSTUK XXIV. — *Wijziging van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten*

Art. 87. In artikel 29, § 1, tweede lid, van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormale, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten vervallen de woorden "in dat geval wijst de vrederechter de voorlopige bewindvoerder slechts aan na beslissing van de door hem bijeengeroepen familierraad".

HOOFDSTUK XXV. — *Wijziging van de wet van 31 december 1851 met betrekking tot de consulaten en de consulaire rechtsmacht*

Art. 88. Artikel 13 van de wet van 31 december 1851 met betrekking tot de consulaten en de consulaire rechtsmacht wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. § 1. Hij maakt, binnen de perken van de gebruiken en diplomatieke overeenkomsten, al de akten van bewaring, in geval van afwezigheid of van overlijden van een Belg in een vreemd land en van schipbreuk van een Belgisch vaartuig.

§ 2. In geval van het ontstaan van een voogdij over een in een vreemd land verblijvende minderjarige Belg, komt de organisatie van en het toezicht over deze voogdij toe aan de vrederechter van het eerste kanton van Brussel.

Zodra hij weet heeft van het ontstaan van een voogdij binnen zijn consular ressort, brengt de consul de vrederechter hiervan onmiddellijk op de hoogte, en zendt hij hem alle nuttige inlichtingen over betreffende de toestand van het vermogen en de persoon van de minderjarige.

De consul treedt op als tussenpersoon tussen de vrederechter enerzijds, en de voogd, de toeziende voogd en de minderjarige anderzijds. Ieder verzoekschrift, akte van rechtspleging of vraag om inlichtingen verloopt langs hem. »

HOOFDSTUK XXVI. — *Slotbepalingen*

Afdeling 1. — Overgangsbepalingen

Art. 89. § 1. De voogdij over de minderjarigen, voor de inwerking-treding van deze wet geregeld ter uitvoering van de artikelen 390 en 395 van het Burgerlijk Wetboek neemt ambtshalve een einde op de dag van de inwerking-treding van deze wet. De hypothecaire inschrijvingen opgelegd door de familierraad overeenkomstig artikel 49 van de wet van 16 december 1851 tot herziening van het hypothecair stelsel op de goederen van de vader of moeder in hun hoedanigheid van wettelijke voogd van hun minderjarige kinderen vervallen een jaar na de inwerking-treding van deze wet.

§ 2. 1° Onder voorbehoud van het bepaalde in 2°, worden de voogdij over minderjarigen, voor de inwerking-treding van deze wet geregeld ter uitvoering van de artikelen 397, 402 en 405 van het Burgerlijk Wetboek, de voogdij over onbekwaamverklaarde en die over personen in staat van verlengde minderjarigheid na het overlijden van vader en moeder, na het overlijden van de enige ouder ten aanzien van wie de afstamming vaststaat, of bij vervanging van het ouderlijk gezag door voogdij, gedurende zes maanden verder uitgeoefend overeenkomstig de beslissingen van de familierraad en overeenkomstig de wetbepalingen zoals zij waren gesteld voor de bij deze wet ingevoerde wijzigingen.

2° In afwijking van het 1° is artikel 410 van het Burgerlijk Wetboek onmiddellijk van toepassing op enige voogdij die thans wordt uitgeoefend.

3° Binnen zes maanden te rekenen van de inwerking-treding van deze wet worden de voogdijrekeningen vastgesteld op de dag die de vrederechter van de plaats waar de voogdij is opengevalen ambtshalve bij beschikking bepaalt.

De voogdijrekeningen worden neergelegd in het individueel proces-dossier bedoeld in artikel 1237 van het Gerechtelijk Wetboek.

4° Le juge de paix fixera la date de comparution en chambre du conseil des tuteur et subrogé tuteur en fonction et, après les avoir entendus, il prendra d'office une ordonnance sur la base de l'article 407 du Code civil en motivant spécialement les décisions qui modifieraient celles prises antérieurement par le conseil de famille.

L'ordonnance du juge de paix mentionnée à l'alinéa précédent sortira ses effets six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

5° Après expiration du délai de six mois fixé ci-avant, toutes les tutelles des mineurs, des mineurs prolongés et des interdits seront soumises aux dispositions de la présente loi, à l'exception des autorisations prévues à l'article 410 du Code civil qui seront demandées conformément aux règles nouvelles dès l'entrée en vigueur de la loi.

Section 2. — Entrée en vigueur

Art. 90. La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session 1999-2000.*

Chambre

Documents. — Projet de loi 50-576, n° 1. — Amendements 50-576, n°s 2 à 8. — Rapport 50-576, n° 9. — Texte adopté par la commission (article 77 de la Constitution) 50-576, n° 10. — Texte adopté par la commission (article 78 de la Constitution) 50-576, n° 11. — Amendement 50-576, n° 12. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat 50-576, n° 13.

Annales. — 6 juillet 2000.

Sénat

Documents. — Projet transmis par la Chambre des représentants 2-509, n° 1.

Session 2000-2001.

Sénat

Documents. Amendements 2-509, n°s 2 à 5. — Rapport 2-509, n° 6. — Texte adopté par la commission 2-509, n° 7. — Amendement 2-509, n° 8. — Rapport complémentaire 2-509, n° 9. — Texte adopté par la commission 2-509, n° 10. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre 2-509, n° 11.

Annales. — 18 janvier 2001.

Documents de la Chambre des représentants :

50-576 — 2000/2001 :

N° 14 : Projet amendé par le Sénat.

N°s 15 à 19 : Amendements.

N° 20 : Rapport.

N° 21 : Texte adopté par la commission.

N° 22 : Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat.

Compte rendu intégral : 14 et 15 mars 2001.

Documents du Sénat :

2-509 — 2000/2001 :

N° 12 : Projet réamendé par la Chambre des représentants.

N° 13 : Rapport.

N° 14 : Texte corrigé par la commission.

N° 15 : Décisions de se rallier au projet réamendé par la Chambre des représentants.

Annales du Sénat : 29 mars 2001.

4° De vrederechter bepaalt de datum waarop de voogd en de fungerende toezienende voogd in raadkamer verschijnen. Na hen te hebben gehoord, geeft hij op grond van artikel 407 van het Burgerlijk Wetboek ambtshalve een beschikking, waarbij hij inzonderheid die beslissingen met redenen omkleedt welke wijzigingen aanbrengen in de beslissingen die de familieraad eerder heeft genomen.

De in het vorige lid bedoelde beschikking van de vrederechter heeft gevolgen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

5° Na verloop van de hierboven bepaalde termijn van zes maanden zijn alle vormen van voogdij over minderjarigen, personen in staat van verlengde minderjarigheid en onbekwaamverklaarden onderworpen aan de bepalingen van deze wet, zulks met uitzondering van de machtigingen bedoeld in artikel 410 van het Burgerlijk Wetboek, die na de inwerkingtreding van deze wet overeenkomstig de nieuwe voorschriften ervan moeten worden aangevraagd.

Afdeling 2. — Inwerkingtreding

Art. 90. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

Kamer

Documenten. — Wetsontwerp 50-576, nr. 1. — Amendementen, 50-576, nrs. 2 tot 8. — Verslag, 50-576, nr. 9. — Tekst aangenomen door de commissie (artikel 77 van de Grondwet), 50-576, nr. 10. — Tekst aangenomen door de commissie (artikel 78 van de Grondwet) 50-576, nr. 11. — Amendement 50-576, nr. 12. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat 50-576, nr. 13.

Handelingen — 6 juli 2000.

Senaat

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers 2-509, nr. 1.

Zitting 2000-2001.

Senaat

Documenten. — Amendementen 2-509, nrs. 2 tot 5. — Verslag 2-509, nr. 6. — Tekst aangenomen door de commissie 2-509, nr. 7. — Amendement 2-509, nr. 8. — Aanvullend verslag 2-509, nr. 9. — Tekst aangenomen door de commissie 2-509, nr. 10. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer 2-509, nr. 11.

Handelingen. — 18 januari 2001.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

50-576 — 2000/2001 :

Nr. 14 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nrs. 15 tot 19 : Amendementen.

Nr. 20 : Verslag.

Nr. 21 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 22 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden naar de Senaat.

Integraal verslag : 14 en 15 maart 2001.

Stukken van de Senaat :

2-509 — 2000/2001 :

Nr. 12 : Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 13 : Verslag.

Nr. 14 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 15 : Beslissing om in te stemmen met het door de Kamer van volksvertegenwoordigers opnieuw geamendeerde ontwerp.

Handelingen van de Senaat : 29 maart 2001.